

PRÉSIDENTE

M. Boumediene Benattou nommé Conseiller auprès du Président de la République chargé des affaires en lien avec la défense et la sécurité

P. 24

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Le nombre de sièges à pourvoir au Parlement fixé

P. 24

CONFINEMENT PARTIEL À DOMICILE

Reconduction dans 16 wilayas à compter d'hier

P. 24

59^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DE LA VICTOIRE (19 MARS)

Le chauffeur personnel de Krim Belkacem relate une journée en Tunisie à la veille des accords d'Evian

A la veille de la commémoration du 59^{ème} anniversaire de la fête de la Victoire (19 mars), ce moudjahid à la mémoire vivace en dépit du poids des années, se rappelle encore de cette étape importante de l'histoire du pays, les accords d'Evian en l'occurrence (18 mars 1962), alors qu'il se trouvait en Tunisie avec pour mission de transporter les armes vers l'Algérie afin de soutenir la révolution de libération. Rejoignant les rangs de la révolution libératrice en 1955 dans la zone 5 de la wilaya I historique, le moudjahid Amar Guerram, né le 18 janvier 1925 à Oum El Bouaghi, se souvient avec fierté de l'engagement des hommes qui se sont sacrifiés pour recouvrer la dignité et l'indépendance du pays.

P. 3

DKnews-APS



DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE

Le ministre de l'Intérieur installe le nouveau DGSN

P. 24

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Début de la révision exceptionnelle des lites électorales

P. 4

SYNDICATS

Demande d'éléments d'appréciation de leur représentativité

P. 4

SANTÉ

DÉPRIME OU DÉPRESSION

Comment savoir ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE

MCA - TEUNGUETH FC (1-0)

Les Algérois assurent l'essentiel sans la manière

P. 21



LITTÉRATURE

Nouvelle parution : "Mouloud Mammeri : intellectuel enchanté, romancier désillusionné"

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

2 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés et 4 casemates détruites en une semaine

P. 24

ALGER

Démantèlement d'un réseau de trafic de drogues

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont démantelé un réseau criminel organisé spécialisé dans le trafic de drogues et de psychotropes, indique, mardi, un communiqué du même corps de sécurité.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, cette opération a été traitée par la Brigade de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la circonscription administrative de Dar El Beïda, qui a procédé à l'arrestation de deux suspects et à la saisie de 336 comprimés de psychotropes et un véhicule touristique utilisé au trafic de cette substance. Suite aux investigations, deux autres individus ont été arrêtés avec saisie de 2 kg de cannabis, des armes blanches (couteaux), un deuxième véhicule et une somme d'argent en monnaie nationale de 64.100 DA. Après accomplissement des procédures légales en vigueur, les quatre mis en cause ont été déférés devant le procureur de la République territorialement compétent.

OUM EL BOUAGHI

Plus de 300 permis de chasse délivrés depuis début 2021

Pas moins de 315 permis de chasse ont été délivrés par la Conservation des forêts depuis le début de l'année 2021 au profit des chasseurs de la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on appris mardi du responsable de la communication de cette direction.

Les bénéficiaires de ces permis, a-t-il souligné, font partie d'un total de 361 chasseurs ayant été initiés aux techniques de la chasse au centre de formation professionnelle Hadjam Aboud, sis au chef-lieu de wilaya, et qui se sont vus attribuer un certificat de qualification de chasse.

La wilaya d'Oum El Bouaghi dispose actuellement de 47 zones de chasse réparties sur différentes communes et sont dans l'attente de l'approbation du ministère de tutelle, a indiqué le même responsable.

ORAN

Lancement de la plateforme numérique JIL' CAPC

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a lancé, mardi, depuis Oran, une plateforme numérique dénommée "Jil' CAPC", lors d'une rencontre avec des opérateurs économiques de la wilaya, en présence du président de cette organisation patronale, Mohamed Sami Agli, qui effectue une visite dans la région de l'ouest du pays.

Le président de Jil'CAPC, Chams-Eddine Bezzitouni qui a présenté à cette assistance fort nombreuse, composée du président de la CAPC du bureau d'Oran, des opérateurs économiques, des représentants de l'Université d'Oran 2 et de clubs scientifiques, les différentes fonctionnalités de cette plateforme permettant aux acteurs économiques

CULTURE - DÉCÈS
Décès de l'artiste Rym Ghazali

L'artiste algérienne Rym Ghazali est décédée à Paris, à l'âge de 39 ans, des suites d'un cancer, a annoncé sa famille. "Depuis quelques minutes, la gazelle de l'Algérie nous a quittés. Que Dieu t'accorde Sa Miséricorde Rym", a dit sa sœur Salma dans une vidéo diffusée sur sa page Instagram.

La défunte avait annoncé en novembre 2019, qu'elle était atteinte d'un cancer du cerveau et qu'elle avait subi une intervention chirurgicale en France.

Née le 29 juin 1982, l'artiste est devenue célèbre après avoir participé au programme "Star Academy" en 2005.

Elle a également joué des rôles dans plusieurs œuvres dramatiques ramadanesques.

ALGER

201 familles occupant des bidonvilles à Bourouba relogées à Baraki

Deux cent une (201) familles occupant des bidonvilles à Bourouba ont été relogées dans des logements décents à Baraki, a-t-on appris auprès de la circonscription administrative d'El Harrach.

Dans le cadre de la 27e opération de relogement de la wilaya d'Alger, 201 familles occupant des bidonvilles à Bourouba ont été relogées dans des logements décents à la commune de Baraki, a précisé le communiqué.

Il s'agit des habitants du bidonville de la cité Ben Boulaid et la cité du Moudjahid à la commune de Bourouba ayant reçu les clés de leurs nouveaux logements à la cité Haouch El Mihoub (Berraki).

GUELMA

8 individus en détention provisoire pour corruption

La chambre d'accusation près la Cour de Guelma a ordonné le placement en détention provisoire de 8 individus, dont l'ancien directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIIC), impliqués dans des affaires de corruption en lien avec "le transfert du blé tendre et dur", a appris l'APS d'une source judiciaire.

Les mis en cause sont des cadres dirigeants d'une Coopérative de céréales et de légumes secs (CCLS) dans la wilaya de Guelma ainsi que de l'ancien directeur général de l'OAIIC, qui a occupé le poste de directeur régional de cette Coopérative à Annaba, outre des dirigeants de minoteries en activité dans la wilaya, indique la même source.

Plus précise, la source judiciaire cite "le directeur de la CCLS à Guelma, le chef du Centre des céréales, le directeur des finances, les deux chefs des départements d'exploitation et de matériels de la Coopérative, ainsi que le directeur des minoteries Mermoura, du gérant du Groupe agroalimentaire Benamor et de l'ancien directeur de l'OAIIC".

AGRICULTURE

Mouvement au niveau des Directions de wilaya et établissements du secteur

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhamid Hemdani a opéré un mouvement au niveau de certaines Directions de wilaya et d'établissements relevant du secteur, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Ce mouvement a touché, "dans un premier temps", dix (10) Directions des services agricoles, l'Office national des terres agricoles (ONTA), l'Institut technique de l'arboriculture fruitière et de la vigne et celui des cultures maraichères et industrielles ainsi que l'Agence nationale pour la conservation de la nature (ANN), a précisé le communiqué.



naissant à travers un espace-membres professionnel l'accès à l'information ainsi qu'un accès au grand public une consultation restreinte garantissant la confidentialité des informations stratégiques des entités membres.

Dans son intervention, M. Bezzitouni a insisté également sur la nouvelle approche de l'entrepreneuriat jeune, celui qui est porté par l'innovation et la valorisation des capacités entrepreneuriales de la jeunesse algérienne et l'optimisation de leurs connaissances et compétences, mettant en avant l'importance de mise en relation d'affaires entre les différents acteurs économiques et leurs élargissement.

59^{ÈME} ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE DE LA VICTOIRE (19 MARS) Le chauffeur personnel de Krim Belkacem relate une journée en Tunisie à la veille des accords d'Evian

Rejoignant les rangs de la révolution libératrice en 1955 dans la zone 5 de la wilaya I historique, le moudjahid Amar Guerram, né le 18 janvier 1925 à Oum El Bouaghi, se souvient avec fierté de l'engagement des hommes qui se sont sacrifiés pour recouvrer la dignité et l'indépendance du pays.

À la veille de la commémoration du 59^{ème} anniversaire de la fête de la Victoire (19 mars), ce moudjahid à la mémoire vivace en dépit du poids des années, se rappelle encore de cette étape importante de l'histoire du pays, les accords d'Evian en l'occurrence (18 mars 1962), alors qu'il se trouvait en Tunisie avec pour mission de transporter les armes vers l'Algérie afin de soutenir la révolution de libération.

"J'étais le chauffeur personnel de Krim Belkacem et j'ai passé cinq ans et demi à ses côtés, et un jour alors que nous devions effectuer une visite d'inspection aux éléments de l'armée de libération nationale dans le mont Chaâmbi en territoire tunisien, avant de participer aux négociations d'Evian en qualité de ministre de



la guerre (Défense) du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), il a ressenti des douleurs abdominales et je l'ai conduit à l'hôpital", s'est remémoré M. Guerram.

Et de poursuivre : "Je l'ai emmené à l'hôpital Sadikia de Tunis où il s'est avéré que son état de santé nécessitait une intervention chirurgicale, une appendicectomie, précisément,

qui a été réalisée à l'époque par Tidjani Haddam", a-t-il précisé. Le lendemain, Guerram s'est rendu au chevet de Krim Belkacem pour m'enquérir de son état de santé, il l'informa qu'il devait "absolument" prendre part aux négociations et lui demanda de le conduire "immédiatement" à l'aéroport.

Krim répond à l'appel de la patrie en dépit de son grave état de santé

Poursuivant son témoignage, Amar Guerram affirme qu'il n'oubliera jamais le moment où Krim Belkacem allait monter dans l'avion alors que sa plaie saignait au point que des gouttelettes de sang en coulaient.

"Je lui ai apporté du coton et

des médicaments et il a poursuivi son voyage", a souligné Guerram, relevant que Krim Belkacem qui était "une personne exceptionnellement forte et résiliente" a effectué son voyage avec "courage et patience en supportant la douleur car pour lui l'Algérie passait avant tout".

"Les négociations ont finalement eu lieu, aboutissant à l'accord du cessez-le-feu et la joie que nous avions partagée avec le peuple frère tunisien était grande", a confié ce moudjahid, précisant avoir poursuivi sa mission en Tunisie en transportant notamment des algériens qui étaient incarcérés en France et libérés en vertu de ces accords, depuis l'aéroport de Tunis vers un hôtel.

L'OAS a transformé Oran en "bain de sang" des civils (chercheur universitaire)

Le professeur d'histoire moderne et contemporaine de l'université Oran 1 "Ahmed Ben Bella", le docteur Mohamed Belhadj, a souligné que l'Organisation Armée Secrète (OAS), créée par des officiers français dissidents de l'armée coloniale, a transformé la ville d'Oran en "bain de sang" pour les civils sans défense, notamment après la signature des accords d'Evian et le début de son application, le 19 mars 1962.

Dans un entretien avec l'APS à la veille de la célébration de la fête de la victoire, Belhadj Mohamed a indiqué que les deux années précédant l'indépendance (1961-1962) sont la période la plus sangnante dans l'histoire des crimes du colonialisme français dans la ville d'Oran, en raison des actions de l'OAS refusant les négociations sur l'indépendance de l'Algérie.

L'OAS a pris Oran comme "point d'ancrage essentiel pour elle", a-t-il dit, précisant que "pour de multiples considérations, la ville d'Oran est devenue le théâtre d'opérations d'assassinat et de terrorisme, parfois collectives et d'autres individuelles, menées par le général Edmond Jouhau, né à Bousfer (Oran).

L'universitaire a relevé que les institutions administratives et sécuritaires coloniales étaient de connivence avec les éléments de l'OAS, en leur fournissant des armes, des habits, des vêtements et des informations, ce qui leur y permis d'élargir leurs activités criminelles.

Il a cité, à ce propos, la fuite du lieute-

nant Maurice et du sergent Davi de la caserne de l'armée coloniale de Misserghine, en avril 1962, avec un camion plein de fusils et de grenades pour approvisionner l'OAS, ainsi que Rémy Pujol, responsable de l'OAS au quartier de Gambetta (Es-Seddikia, actuellement), qui a pris des armes et des munitions du bureau administratif urbain du quartier de Petit Lac.

Assassinats collectifs et individuels et installations économiques ciblées

Mohamed Belhadj, auteur de plusieurs articles sur la guerre de libération nationale dans les périodiques universitaires, a cité parmi les nombreuses opérations terroristes perpétrées par l'OAS contre des civils sans défense, l'assassinat de l'avocat Abed M'hamed, le 16 décembre 1961 devant le tribunal, sensé faire l'objet, à cette époque, d'un renforcement sécuritaire particulier.

Il cite également l'enlèvement, à la prison civile d'Oran, le 12 janvier 1962, de prisonniers condamnés à mort et à perpétuité, dont Guerrab Houari (Einsenhower), Hamdani Adda (Si Othmane), Bendjebbar Adda (Si Sabri) et Farih Mohamed. Ces derniers ont été torturés et exécutés sommairement puis, le lendemain, leurs corps ont été brûlés dans la forêt de Canastel "El-Menzah". Les membres de l'Organisation Armée Secrète terroriste, ajoute-t-il, ciblaient les algériens

même dans les cliniques et les hôpitaux, entre autres celles concernant l'attentat meurtrier contre les époux Abassia et Mustapha fodil, perpétré le 2 mars 1962 à la clinique du front de mer "Lazreg". Le mois de février 1962 est considéré comme le plus sangnante de cette époque, avec la plus horrible et la plus féroce des opérations, celle concernant l'attentat à la voiture piégée commis, en plein mois de Ramadhan, par les éléments de l'OAS sur l'esplanade de M'dina Jdida (Tahtaha de ville nouvelle), qui s'est soldée par la mort de 80 chahids et des dizaines de blessés, laissant derrière eux des scènes horribles de "lambeaux" de chair humaine disséminés sur les lieux du massacre, ajoute le docteur Mohamed Belhadj. Les opérations terroristes collectives étaient nombreuses dans la ville d'Oran, notamment celles ayant ciblé des algériens à la rue Viviani (Sekiou Baghdad, actuellement) au quartier El-Mokrani, où des voitures avec des individus armés sillonnaient les rues et tiraient sur les passants de manière anarchique, ciblant les civils. Le cas du 11 mai 1962 où 15 femmes, des travailleuses des services d'hygiène, ont été tuées en plein cœur de la ville, en est un exemple.

Les snipers de l'OAS d'Oran utilisaient les terrasses des immeubles, au Plateau St Michel (Sidi Bachir) pour assassiner de plus en plus de personnes. Parmi les attentats qui ont ciblé les installations économiques, le chercheur cite les explosions des cuves d'hydrocarbures du port

d'Oran, le 25 juin 1962 et l'attentat à la voiture piégée devant la société de l'électricité et du gaz.

Les moudjahidine face à l'OAS

Belhadj Mohamed a relevé que le commandement de la guerre de libération nationale a intensifié les efforts, déjà entamés dans le cadre de la zone libre d'Oran et qui était dirigée les commandants Bachir Bouyedjra, dit Abdelbaki, et Chadli Benguesmia, dit Si Abdelhamid, auxquels s'est joint l'officier Djelloul Bakhti Nemiche.

Les moudjahidine ont fait face aux plans de l'OAS et ont procédé à la poursuite de ses éléments et ont réussi à arrêter le général Jouhau, le 25 mars 1962. Les moudjahidine et les fidayine n'ont pas arrêté leur lutte contre les éléments de la sinistre organisation terroriste OAS et leur poursuite, sachant que les fidayine d'Oran protégeaient également les sym pathistes européens avec la cause algérienne, car ces derniers étaient aussi des cibles de l'OAS. Le Front de Libération Nationale a mis en place une équipe médicale pour prendre en charge les victimes blessées des attentats commis par l'OAS, et malgré leur nombre restreint, les médecins algériens se sont distingués par leur "courage exemplaire" face à la situation dangereuse, à l'instar du docteur Boudraâ Bel-Abbes, le docteur Bebia et bien d'autres, selon le chercheur Mohamed Belhadj.

Guerre de Libération nationale, "une école vivante et un modèle d'émancipation à suivre" (Conférence)

Des participants à une conférence d'Histoire ont estimé, mardi à Alger, que la Glorieuse Guerre de libération nationale était "une école vivante et modèle d'émancipation à suivre", mettant en exergue l'importance de "s'approfondir" dans l'étude de la stratégie militaire de cette Révolution, "source d'inspiration pour tant de peuples".

Les participants à cette conférence organisée par le Centre national des études et des recherches sur le mouvement national et la révolution du 1^{er} novembre 1954 (CNERMN54), à l'occasion de la commémoration de l'anniversaire de la Fête de la victoire (19 Mars 1962), ont souligné que la Guerre de Libération nationale, "est une école vivante et mode d'émancipation à suivre", citant entre autres, preuves, "l'inégalité en termes de forces militaires entre l'Armée de Libération Nationale (ALN) et l'Armée du colonisateur français, classée, à l'époque, parmi les armées les plus puissantes dans le monde".

À ce propos, le moudjahid Aïssa Kacemi expliqué le succès de la Glorieuse Révolution, qu'il qualifie d'"unique en son genre", par "la détermination et la forte volonté qui caracté-

risaient les éléments de l'ALN, soutenus par le peuple algérien qui était résolu à libérer la Patrie et à recouvrer sa souveraineté".

Relevant que cette détermination à permis de défier toutes les difficultés, particulièrement le manque d'expérience militaire et d'approvisionnement en armes, il a exhorté les jeunes à "s'inspirer des valeurs et principes de la génération du 1^{er} Novembre 1954, qui a placé l'intérêt de la Patrie au-dessus de toute autre considération. Pour sa part, Dr. Ahmed Adimi a présenté un exposé exhaustif sur la stratégie militaire de la Révolution, mettant en avant les moyens de riposte de l'ALN aux opérations militaires de l'armée coloniale. Il a préconisé, dans ce sens, l'étude "minutieuse" de la stratégie militaire de cette Révolution, "source d'inspiration pour plusieurs peuples". L'ambassadeur de l'Etat de Palestine à Alger, Amine Makboul a affirmé que la Révolution algérienne "est une véritable référence en matière d'émancipation et de libération", saluant à cette occasion la position de l'Algérie en faveur de la cause palestinienne.

De son côté, l'ambassadeur de la République arabe sahraouie démocratique (RASD)

à Alger, Abdelkader Taleb Omar a salué les positions de l'Algérie et son appui à la cause sahraouie, soulignant que la Glorieuse guerre de libération nationale "est un modèle, voire un exemple à suivre". M. Taleb Omar a tenu à cette occasion pour à réitérer l'impératif d'appliquer la légalité internationale pour le règlement de la question sahraouie et l'accès

du peuple sahraoui à son droit à l'autodétermination. Il a loué, en conclusion, le discours du président de la République, Abdelmadjid Tebboune devant le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA) dans lequel il avait affirmé que la fin du conflit au Sahara occidental ne saurait être par "prescription" ou "par la politique du fait accompli".

Des structures de l'ANP baptisées aux noms de Chouhada et de Moudjahidine

Le siège du secteur opérationnel de Bouira et le siège du 135^e régiment d'Artillerie Longue Portée à Sidi Aïssa (M'sila) ont été baptisés, mardi à la 1^{ère} Région militaire, respectivement aux noms du Chahid "Hamdaoui Hamidou" et du défunt Moudjahid "Amari Mohamed", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la baptisation des infrastructures et sites relevant du ministère de la Défense nationale et à l'occasion du 59^e anniversaire de la fête de la victoire le 19 mars 1962, le Général-Major Sidane Ali, Commandant de la 1^{ère} Région Militaire, a supervisé, mardi 16 mars 2021, les cérémonies de baptisation du siège du secteur opérationnel de Bouira/1^{er} RM et du siège du 135^e Régiment de l'Artillerie Longue Portée à Sidi Moussa (M'sila 1^{er} RM), respectivement, aux noms du Chahid "Hamdaoui Hamidou" et du défunt Moudjahid "Amari Mohamed", précise le communiqué. Ces cérémonies se sont déroulées en présence d'officiers, de cadres et des autorités locales, outre les familles des chouhada distingués à cette occasion, conclut le communiqué.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

Début de la révision exceptionnelle des listes électorales

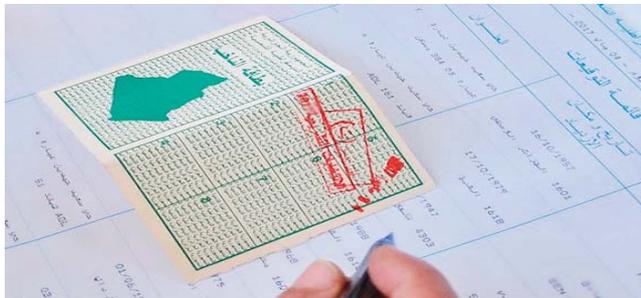
La révision exceptionnelle des listes électorales en prévision des élections législatives du 12 juin prochain a débuté mardi et se poursuivra durant huit (08) jours, conformément au décret portant convocation du corps électoral pour ces élections, signé jeudi dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a invité, dans un communiqué, les citoyens et les citoyennes non-inscrits sur les listes électorales, en particulier ceux âgés de 18 ans le jour du scrutin, à s'inscrire au niveau de la commission communale de révision des listes électorales dans la commune de leur résidence, placée sous l'autorité de l'ANIE.

Les électeurs et électrices ayant changé de lieu de résidence doivent, pour leur part, se rapprocher de la commission de révision des listes électorales au niveau de leur nouvelle résidence pour leur réinscription munis d'une attestation de résidence et d'une pièce d'identité, a ajouté l'ANIE. Les citoyens et les citoyennes peuvent, également, s'inscrire via la plateforme électronique de l'ANIE " [HTTPS://services.ina.elections.dz/register](https://services.ina.elections.dz/register)". Les bureaux de la commission communale de révision des listes électorales sont ouverts de 09h00 du matin à 16h30, hormis les vendredis.

Quant aux citoyens résidant à l'étranger, ils sont invités à se rapprocher des commissions de révision des listes électorales au niveau des représentations diplomatiques ou consulaires pour leur inscription, conformément aux mêmes modalités.

Lors du référendum sur la révision de la Constitution du 1 novembre 2021, le du corps électoral s'élevait à 24.475.310 électeurs et électrices, dont 23.568.012 résidant en Al-



gérie et 907.298 à l'étranger, selon les chiffres communiqués par l'ANIE. L'organisation d'élections législatives figurait parmi les engagements pris par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans son programme politique en 54 points. Dans un discours à la nation prononcé le 18 février dernier, le président de la République avait annoncé la dissolution de l'Assemblée populaire nationale et l'organisation d'élections législatives anticipées. Dans une entrevue début mars avec des responsables de médias nationaux, le chef de l'Etat a indiqué qu'un changement profond du gouvernement interviendra après les prochaines élections législatives, "en fonction de l'issue de ces échéances".

La convocation du corps électoral intervient après l'examen en Conseil des ministres d'un projet d'ordonnance portant loi organique relative au régime électoral.

Après approbation de ce projet, le président Abdelmadjid Tebboune avait

donné des orientations consistant, notamment, en la nécessité de bannir dans toutes les étapes du processus électoral l'argent, sous toutes ses formes, notamment l'argent sale, "en concrétisant du principe d'égalité des chances entre candidats".

Le Président de la République avait aussi insisté sur la moralisation de la vie politique "en barrant la route à toute tentative de manipulation consacrée par l'ancien code électoral" et sur "le recours impératif aux commissaires aux comptes et comptables agréés issus des wilayas mêmes des candidats pour le contrôle minutieux des sources de financement".

Il avait, en outre, appelé à la révision de la condition d'âge pour la candidature des jeunes et au relèvement, à la moitié au lieu du tiers, de leur quota sur les listes électorales, ainsi que l'augmentation, au tiers, du quota des jeunes universitaires sur les listes électorales, "en appui aux compétences nationales et diplômées des universités à travers tout le pays", tout en plaidant pour l'encou-

rageage de la représentation de la femme, en parité et égalité, sur les listes électorales afin d'abroger le système des quotas.

Mettant en avant les changements introduits dans la loi électorale, le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Amar Belhimer, avait, lui aussi, mis en exergue l'établissement du mode de scrutin de liste ouverte à la proportionnelle avec vote préférentiel sans panachage. Il avait affirmé qu'il s'agit d'"un tournant, d'un changement radical par la voie pacifique et institutionnelle, dans lequel ni l'argent, ni les excroissances du système ne doivent orienter le choix de l'électeur ou le falsifier".

La nouvelle loi électorale, selon M. Belhimer, "se distingue par rapport aux précédentes par la limitation des mandats parlementaires à deux et encourage la participation des jeunes à la vie politique, comme elle réhabilite le mérite et surtout éloigne l'argent de toute influence sur le libre choix des électeurs".

**SYNDICATS
Demande
d'éléments
d'appréciation de
leur représentativité
(ministère)**

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale a invité mercredi l'ensemble des organisations syndicales des travailleurs salariés et d'employeurs enregistrées à produire, avant le 31 mars 2021, les éléments permettant d'apprécier leur représentativité.

Les organisations syndicales doivent "déposer les éléments permettant d'apprécier leur représentativité via la plateforme numérique accessible sur le lien www.mtss.gov.dz/rep-syndicale, et ce avant le 31 mars 2021, conformément aux dispositions des articles 34 à 37 bis de la loi n° 90-14 du 2 juin 1990, modifiée et complétée, relative aux modalités d'exercice du droit syndical", lit-on dans un communiqué du ministère.

Il précise que les organisations syndicales qui ne produisent pas les éléments de leur appréciation dans les délais fixés "peuvent être considérées non représentatives", en application des dispositions de l'article 37 bis de la loi 14-90, et ne peuvent donc exercer leurs prérogatives prévues à l'article 38 de la loi suscitée. Le ministère met à la disposition des organisations syndicales le courriel: infosrepresentativite@mtss.gov.dz pour soulever leurs préoccupations et demandes de renseignements sur ce sujet.

ECONOMIE

Signature d'une convention cadre de partenariat entre la CAPC et l'université d'Oran 2

Une convention cadre de partenariat entre la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) du bureau d'Oran et l'Université d'Oran 2 a été signée mardi à Oran par le recteur de l'université Oran 2 et le président du bureau d'Oran de cette organisation patronale.

Consignée en plusieurs points, cette convention porte sur l'établissement des relations d'échanges avec le monde de l'entreprise pour l'échange d'expériences et de connaissances et l'élaboration de programmes de formation et d'aide à l'insertion des étudiants dans la vie professionnelle, comme l'a exprimé de ses vœux le recteur de l'université 2, Smaïn Belaska.

La CAPC, dans le cadre de la promotion de l'entreprenariat et le développement des ses activités, a exprimé ses vœux de bénéficier, dans le cadre de l'action complémentaire, d'instaurer un partenariat exemplaire dans différents domaines d'intervention et de suivi commun ou de toute autre action ou expertise scientifique.

La cérémonie de signature a été rehaussée par la présence du président de la Confédération Algérienne du patronat citoyen (CAPC), Mohamed Sami Agli, qui a effectué,

aujourd'hui, une visite dans la wilaya d'Oran à la tête d'une délégation du conseil d'administration de cette organisation patronale et des membres du bureau national.

Cet événement a été mis à profit par le président de la CAPC pour débattre des contraintes que rencontrent les opérateurs économiques de la wilaya d'Oran, de s'enquérir de leurs préoccupations et de recueillir leurs propositions pour insuffler une nouvelle dynamique socio-économique territoriale et permettre un accompagnement efficace aux adhérents de cette organisation patronale.

"Une organisation patronale qui est présente, voire forte par ses 4.000 membres au niveau national dont 900 pour le seul bureau d'Oran de la CAPC", a indiqué Mohamed Sami Agli dans un point de presse, organisé en marge de cette rencontre de proximité, soulignant "être convaincu que la promotion et le développement des territoires est une condition pour la réussite du plan de relance économique que le pays met progressivement en œuvre".

Lors de la rencontre, le président de la CAPC a appelé les entreprises à se mobiliser davantage "pour faire face à la conjoncture

actuelle difficile liée au contexte du coronavirus et qui a fortement impacté l'économie et s'investir davantage en tant que force de propositions économique et d'intelligence collective porteurs d'espoir, de croissance et de développement".

Auparavant, le président de Jil CAPC, Chams-Eddine Bezzitouni, a mis en avant la nouvelle approche que prône l'organisation en matière d'entreprenariat jeune, portée sur l'innovation et la valorisation des capacités entrepreneuriales de la jeunesse algérienne et la connaissance.

Une organisation, a-t-il dit, "ouverte aux porteurs de projets avec cet autre objectif, celui de créer et de fédérer une base communautaire solide, résiliente et engagée qui œuvre à soustraire la jeunesse au prisme de la mise sous-tutelle pour être considérée comme vecteur d'accélération économique".

Le président de la CAPC du Bureau d'Oran, Salah Fouad, a estimé, pour sa part, qu'il est urgent de mettre en œuvre les mesures de soutien décidées par les pouvoirs publics pour faire face à l'impact de l'épidémie, tout en plaidant pour l'encouragement à l'investissement et la levée des contraintes liées à la bureaucratie, au fi-

nancement et au foncier afin d'améliorer la compétitivité des entreprises et contribuer à la croissance économique.

Pour sa part, le vice président de la CAPC, du Bureau d'Oran, Rachid

Cherchar, qui a mis en avant les efforts déployés depuis la naissance de cette organisation version CAPC, en juin dernier, a rappelé l'assistance formée d'opérateurs économiques, d'universitaires, de chercheurs et de représentants d'institutions, l'importance de la mise en place de la cellule d'écoute au niveau de la wilaya d'Oran "qui a réglé, depuis son installation, de nombreux problèmes auxquels étaient confrontés les opérateurs économiques locaux", soutenant du reste, ce sentiment largement partagé, "celui de la volonté réelle d'aller vers le changement".

La délégation de la CAPC, en séjour de trois jours dans la région de l'ouest algérien, entend effectuer d'autres visites au niveau des entreprises exerçant dans la wilaya de Tlemcen. Pour rappel, le président de la CAPC a présenté à l'assistance un rapport d'évaluation des activités de cette organisation patronale au titre de l'année 2020.

MASCARA

Portes ouvertes sur le centre 552 d'entraînement spécialisé dans le transport d'El Ghomri (2^{ème} RM)

Le coup d'envoi de la manifestation "portes ouvertes" sur le centre 552 d'entraînement du transport "chahid Reguiba Ghali" relevant de la 2^{ème} Région Militaire a été donné mardi à El-Ghomri (Mascara) dans le but de valoriser et d'approfondir la communication et de renforcer le lien "Armée-Nation".

La cérémonie du coup d'envoi officiel de cette manifestation de deux jours, organisée au centre 552 et inscrite dans le cadre du plan de communication du Commandement des forces terrestres de l'année 2020-2021, a été supervisée par le colonel Rebib Ahmed, directeur régional du matériel de la 2^{ème} RM, représentant le général major de cette région militaire, en présence des autorités militaires et civiles de la wilaya de Mascara.

Dans son allocution de bienvenue, le commandant du centre, le colonel Khemissi Azzouz, a souligné que les portes ouvertes sur le centre 552 chahid Reguiba Ghali constituent "une occasion pour faire connaître la place dont jouit le centre aujourd'hui et de prendre connaissance de ses différents équipements et installations pédagogiques disponibles mis au service des stagiaires pour une formation de qualité et d'excellence des militaires, combattants professionnels et



conducteurs qualifiés". Ce rendez-vous qui coïncide avec la célébration du 59^{ème} anniversaire de la fête de la victoire, a relevé le colonel Khemissi, "permet également de concrétiser le principe de rapprochement de l'institution militaire du citoyen, notamment la frange des jeunes, ainsi que la consécration de l'image idéale du professionnalisme des forces armées".

Le commandant du centre a souligné que le Haut Commandement de l'ANP "œuvre à développer davantage le système de formation pour garantir la qualité et fournir aux forces armées des éléments qualifiés, selon les normes de la plus

haute disponibilité, en adéquation avec le parcours ascendant du professionnalisme de l'ANP".

La première journée de cette manifestation a été marquée par la présentation d'un exposé sur le centre, suivi d'un documentaire, puis d'un exercice de franchissement du champ psychologique. Une autre présentation sur le terrain des différents ateliers a été organisée. Les meilleurs élèves des différents cycles d'enseignement de la wilaya de Mascara ont été honorés à l'occasion ainsi que la famille révolutionnaire de la région. Le centre 552 d'entraînement spécialisé dans le transport est situé au village Boutoufaha,

dans la commune d'El-Ghomri, relevant de la daïra de Mohammadia (wilaya de Mascara). Il a été créé le 2 novembre 1985 dans la 1^{ère} RM, à El-Eulaïg (wilaya de M'sila) sous le nom de l'unité 551 d'entraînement spécialisé dans le transport.

Le centre a été délocalisé le 17 février 1991 vers la commune d'El-Ghomri sous le même nom jusqu'au 8 janvier 1996 où il a été rebaptisé en centre 552 d'entraînement spécialisé dans le transport à la 2^{ème} RM. Le centre a été baptisé le 7 mai 2015 au nom du Chahid Reguiba Ghali. Le chahid Reguiba Ghali est né le 31 décembre 1933 à Mohammadia, wilaya de Mascara. Il rejoignit les rangs de l'ALN en 1956. Le chahid participa dans plusieurs batailles jusqu'à son arrestation, le 13 mars 1956, et a été incarcéré à la prison de Mascara, puis transféré à Oran. Le chahid a été exécuté le 12 janvier 1960 à la prison de Canastel (Oran).

ORAN

Un premier salon national dédié au safran

Un premier salon national du safran se tiendra du 1^{er} au 3 avril prochain, à l'initiative de l'association de promotion de la femme "Yed fil yed" et celle des producteurs du safran, a-t-on appris, mercredi, des organisateurs.

Cette manifestation, mise sur pied en partenariat avec la direction des services agricoles et la chambre de l'agriculture de la wilaya d'Oran, verra la participation de quelques 28 wilaya ayant une expérience réussie dans la production du safran, cet "or rouge", très demandé sur le marché mondial.

La présidente de l'association a indiqué à l'APS que ce salon sera marqué par une forte participation de la femme versée dans la production de cette épice. La manifestation se tiendra au niveau de la pépinière "Minbar Al Hadaïk", implantée à Essenia. Notre objectif est de promouvoir le safran algérien pour le commercialiser au double niveau local et national avant de conquérir les marchés internationaux", a-t-elle ajouté. L'organisatrice du salon a souligné que "le safran algérien est considéré comme un produit de haute qualité, en raison du compost naturel,

utilisé dans sa semence et sa culture. Un laboratoire spécialisé français l'avait classé dans la première catégorie en matière de qualité". Cette épice la plus chère au monde est très demandée par les établissements hôteliers et de restauration. Les professionnels de ce secteur et le large public sont conviés à visiter le salon pour découvrir les propriétés et les spécificités du safran algérien", a encore ajouté la même responsable.

La première expérience de culture de cette épice a été menée, il y a dix ans, dans la wilaya de Khenchela. L'agriculteur Abdellah Rouibi a été le premier à avoir réussi et lancé en production le safran à l'échelle nationale, selon Mme Baba Ahmed.

En marge d'une exposition dédiée à cette épice, des activités culturelles et une conférence sur l'histoire du safran et les perspectives de son développement en Algérie sont programmées. Pour l'organisatrice, ce salon mettra à l'honneur le travail de la femme rurale versée dans ce créneau ne nécessitant pas un investissement important pour développer ce produit aux apports nutritionnels et thérapeutiques importants.

ANNABA

Quatre conventions pour renforcer la formation

Quatre (4) conventions de partenariat entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels, la Chambre d'agriculture, l'établissement de construction navale, l'entreprise nationale de construction de matériels et équipements ferroviaires

"Ferroviaire" d'Annaba et l'établissement de rééducation d'El Bouni, ont été signées en marge du Salon local de la formation ouvert depuis dimanche dernier, a-t-on appris mardi du responsable du secteur, Abdelkader Zebbar.

Les conventions visent à renforcer et promouvoir la formation et les différentes spécialités créatrices d'activités, la création des petites et micro-entreprises et à encourager les jeunes à la formation dans des filières qui contribuent au développement des zones d'ombre notamment celles liées au montage et la maintenance des panneaux solaires, l'élevage des animaux, l'apiculture, l'aviticulture et le jardinage, dans le cadre de l'accord signé avec la Chambre d'agriculture, a souligné la même source.

Le secteur de formation vise à répondre aux besoins du marché du travail et l'orientation str-

tégique pour créer des activités dans le cadre des micro-entreprises, en vue de générer des opportunités de formation dans des domaines qui contribuent à la création d'activités spécialisées, a ajouté M. Zebbar en marge de cette manifestation organisée au Centre des loisirs scientifiques du chef-lieu de wilaya. En plus de faire connaître les offres de formation du secteur destinées aux jeunes pour qu'ils acquièrent une formation professionnelle permettant le développement d'activités, le Salon de la formation de la wilaya de Annaba a consacré des stands réservés aux micro-entreprises qui ont réussi à développer des activités agricoles productives, ainsi que d'autres spécialisées dans l'installation et l'entretien des panneaux solaires ainsi qu'aux activités de jardinage dans les zones d'ombre des communes de Ain El Berda, Chetaïbi et Seraidi.

A signaler que ce Salon s'inscrit dans le cadre des préparatifs en vue de l'ouverture de la session de formation du mois de mars 2021, programmée la semaine prochaine et qui prévoit d'accueillir environ 6.000 stagiaires répartis à travers 14 établissements de formation de la wilaya.

GUELMA

Suspension provisoire de l'approvisionnement d'une laiterie privée

L'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (ONIL) a suspendu temporairement l'approvisionnement d'une laiterie privée de Guelma en poudre de lait subventionnée destinée à la production de lait en sachets, suite à un "dysfonctionnement" dans le circuit de distribution, a-t-on appris mardi de la direction locale du commerce.

La suspension d'approvisionnement en lait en poudre subventionné intervient suite à un "rapport établi par une commission spécialisée composée de plusieurs parties dont la direction du commerce concernant un dysfonctionnement dans le circuit de distribution de la poudre en lait réservé à l'unité", a indiqué la directrice locale du commerce, Farah Mekideche au cours d'une conférence de presse au siège de la direction.

Lors de la même conférence de presse portant sur la lutte contre la spéculation et la garantie de la disponibilité des produits alimentaires sur le marché, Mme Mekideche a indiqué qu'une opération de contrôle dans cette unité de production la commission concernée s'est soldée

par la découverte d'un dysfonctionnement et une incompatibilité entre la quantité de poudre de lait fournie et quantité de lait en sachets produite.

La commission de wilaya concernée est composée des services du commerce, la direction des services agricoles (DSA) et l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers, a-t-elle précisé.

La décision d'interruption provisoire de l'approvisionnement en poudre de lait subventionné au profit de cette unité, d'une capacité de production de 15.000 litres/jour, intervient suite à un rapport adressé par cette commission de wilaya aux instances centrales concernées, au sujet de la situation constatée sur le terrain, dans le cadre de la lutte contre les spéculations autour de la poudre de lait subventionnée, a indiqué la même responsable.

Mme Mekideche a fait savoir qu'un dossier sur cette affaire a été également adressé, dans les délais impartis, aux instances judiciaires compétentes. Elle a relevé par ailleurs que le quota de poudre de lait habituellement accordé à cette unité

a été orienté vers une autre unité activant à Constantine pour garantir un approvisionnement normal de lait en sachets pour les habitants de la wilaya, indiquant que deux distributeurs ont été chargés de ramener quotidiennement le lait en sachets produit à Constantine pour le commercialiser à Guelma. La wilaya de Guelma est approvisionnée quotidiennement par une quantité globale de 79.000 litres de lait produites dans plusieurs unités, dont trois activant sur le territoire de la wilaya avec une capacité de 43.000 litres par jour, tandis que le reste provient d'unités de production des wilayas de Constantine et Annaba. Dans le cadre de la conférence de presse, la directrice locale du commerce a affirmé en outre que les sorties effectuées par ses services ont mis en évidence que "l'approvisionnement du marché local en produits alimentaires essentiels s'effectue de manière normale et qu'il n'y a pas de spéculation ou de stockage de certains produits notamment l'huile de table, la semoule et le lait", ajoutant les citoyens à "dénoncer tout dépassement constaté".

M'SILA

Production de 320 000 quintaux de viandes rouges durant l'exercice précédent

Une production de 320 000 qx de viandes rouges a été concrétisée à M'sila au cours de la saison agricole 2019-2020, ont annoncé mercredi les services de la wilaya. La production réalisée dépasse de 20 000 qx celle réalisée pendant la saison 2018-2019 qui était de l'ordre de 300.000 qx, a précisé la même source, relevant que cette hausse s'explique par l'entrée en activité de nouveaux jeunes

opérateurs qui se sont spécialisés dans l'élevage ovin et bovin. La même source a indiqué que la production de viandes rouges qui provient à hauteur de 80% de l'élevage ovin "devrait encore s'accroître durant les prochaines années", boostée par la demande des gros consommateurs que sont les établissements scolaires, les universités et les établissements de formation professionnelle. La Chambre

locale de l'agriculture considère toutefois qu'en dépit de son importance économique, l'élevage ovin et bovin continue d'être pratiqué de manière "traditionnelle", d'où l'impératif de moderniser et développer cette filière à travers des formations notamment. Le prix de la viande ovine est passé de 800 DA il y a quatre ou cinq ans à plus de 1.300 dinars actuellement en raison, a-t-on expli-

qué à la Chambre de l'agriculture, à la cherté que connaît la région de M'sila et qui contraint les éleveurs à dépenser davantage pour l'achat d'aliments de bétail. Cela, souligne-t-on, malgré le soutien de l'Etat à cette activité par la mobilisation chaque saison agricole d'une somme dépassant les 300 millions de dinars en guise de subvention à l'aliment de bétail.

HYDROCARBURES

Sonatrach adopte sa propre politique HSE

Le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, a signé mardi la Déclaration générale HSE de l'entreprise, dans l'objectif d'atteindre "les meilleures performances" en matière d'Hygiène, de Sécurité et de protection de l'Environnement, a indiqué mardi le groupe dans un communiqué.

Cette déclaration générale vient "conforter la volonté assumée de Sonatrach de tout mettre en œuvre pour atteindre et maintenir les meilleurs standards et performances en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement", affirme la compagnie nationale des hydrocarbures.

A travers cette démarche, Sonatrach "vise l'excellence dans les pratiques du HSE qui permet de répondre aux attentes internes et externes et la création de la valeur ajoutée", ajoute le communiqué.

"Afin de soutenir sa vision, Sonatrach s'appuie sur trois valeurs fondamentales : la Ressource Humaine, la Communication et la Transparence", lit-on dans la déclaration générale de la politique HSE.

A travers les principaux axes de sa déclaration générale de la politique HSE, la Sonatrach réaffirme son engagement à donner la priorité à la santé et la sécurité des travailleurs, la protection de l'environnement, tout en assurant une amélioration continue et une démarche préventive dans ce domaine.

Elle s'engage aussi, à développer un système d'identification et d'évaluation continues des risques et mettre en œuvre les dispositions nécessaires et appropriées pour leur atténuation.

Sonatrach tend aussi à assurer la sécurité de ses actifs et veiller à ce que tous les dispositifs de maîtrise des risques soient constamment fonctionnels et efficaces.

Aucun projet ne sera lancé avant d'évaluer ses impacts environnementaux

Elle s'engage également à améliorer ses programmes d'intégrité des installations et des ouvrages pour prévenir les événements accidentels, le développement du leadership et l'engagement de tous ses managers pour améliorer ses performances liées à la Santé, à la Sécurité et à la protection de l'Environnement, ainsi que l'implication de tous ses employés pour la maîtrise des risques, par le développement d'une culture HSE basée sur l'information, la formation et le retour d'expérience.

La groupe veut aussi, à travers la Déclaration, se conformer, partout où elle opère, aux exigences légales et réglementaires, en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement, applicables à son domaine d'intervention.

Sonatrach compte aussi mettre en place les dispositions nécessaires visant un "excellent" niveau de conformité, de responsabilité et de performance HSE de ses partenaires et les entreprises extérieures.

Elle travaille aussi pour améliorer ses propres plans d'urgence et engager les moyens et les ressources adaptées, pour assurer une réponse rapide, efficace et intégrée, afin de minimiser les conséquences de tout accident ou événement majeur.

La compagnie s'engage en outre à ne pas lancer de projet avant d'évaluer ses impacts environnementaux, et son acceptabilité sociale, et mettre en place des mesures appropriées durant tout son cycle de vie, pour prévenir et réduire les impacts négatifs sur la Santé, la Sécurité, l'Environnement et le bien-être des populations environnantes.

Sonatrach s'engage à réduire ses émissions de CO2

Elle s'engage aussi à adopter les meilleures pratiques industrielles et mettre en œuvre les mesures adéquates pour une utilisation efficace et optimale des ressources naturelles, la prévention et la réduction de la pollution, ainsi que la compensation des impacts négatifs, en étroite concertation avec les autorités et les parties concernées.

Elle compte aussi réduire son empreinte carbone, par l'amélioration de sa performance énergétique et opérationnelle, la réduction de ses émissions des gaz à effet de serre ainsi que le développement et l'utilisation de technologies et de procédés bas carbone.

Selon la Déclaration, Sonatrach s'engage également à mener ses missions de façon "responsable" et en toute sécurité, en consultant toutes ses parties prenantes externes sur des questions d'intérêt mutuel, ainsi qu'allouer les ressources nécessaires et optimales pour mettre en œuvre sa politique et atteindre ses objectifs de santé, de sécurité et de protection de l'environnement.

"Par la mise en œuvre de cette politique, Sonatrach aspire, à gagner la confiance de ses parties prenantes et à être reconnue comme un modèle dans ce domaine", souligne la compagnie dans sa Déclaration.

"Sonatrach adopte toutes les mesures nécessaires pour que ces engagements se reflètent au quotidien dans la conduite de ses activités, celles de ses filiales, ses partenaires, ses entreprises extérieures et de leurs sous-traitants", ajoute-t-elle.

ENTREPRISES

Création prochaine des zones de micro-activités pour abriter des start-up (Diafat)

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des micro-entreprises, Nassim Diafat, a insisté mardi à Tiaret sur la création prochaine des zones de micro-activités abritant des start-up conformément au décret présidentiel paru dernièrement.

Lors de sa visite d'inspection dans la wilaya, le ministre délégué a souligné qu'il a été décidé la création prochaine de zones d'activités, qui seront réalisées et gérées par des entreprises publiques à caractère économique et commercial en vue de les louer aux start-up à des prix compétitifs conformément au décret présidentiel paru dernièrement et relatif à la création de micro-activités.

"Ceci permettra aux jeunes de disposer d'espaces nécessaires pour concrétiser leurs projets à travers la création de start-up adaptés aux spécificités de leurs régions.

Ces jeunes promoteurs bénéficieront d'un accompagnement dans le cadre de l'Agence nationale de soutien et développement de l'entrepreneuriat", a-t-il ajouté. Par ailleurs, le ministre délégué a souligné que "dans le cadre du soutien des start-up souffrant de



manque de moyens pour financer l'acquisition des matières premières, il a été décidé, comme mesure d'accompagnement à l'entrepreneuriat, l'octroi de crédits d'exploitation d'un montant d'un million de dinars".

M. Diafat a annoncé la constitution, la semaine prochaine, d'une commission au niveau de son département pour réunir des représentants locaux de

jeunes entrepreneurs de start-up afin de leur permettre de soulever les préoccupations et les entraves qu'ils rencontrent et définir les activités pouvant être concrétisées au niveau chaque wilaya.

Le ministre délégué a également appelé les porteurs de projets à bénéficier de l'accompagnement et du soutien assurés par l'Agence nationale de soutien et de

développement de l'entrepreneuriat.

Lors d'une rencontre avec les jeunes promoteurs de micro-entreprises émergentes, tenue à la salle de l'APW de Tiaret, Nassim Diafat a souligné la nécessité de les honorer au siège du Ministère délégué et d'organiser une réunion avec de grandes entreprises économiques et des PME pour leur permettre de bénéficier de leurs expériences et développer leurs projets.

Au programme de la visite du ministre délégué dans la wilaya de Tiaret, figurent des visites aux start-up réussies et l'inauguration du siège de l'Agence nationale pour le soutien et le développement de l'entrepreneuriat de Freneda.

Il a été également procédé à la distribution de décisions à huit jeunes propriétaires de start-up dans le cadre de l'Agence nationale de soutien et de développement de l'entrepreneuriat.

FINANCES - BANQUES

Plaidoyer pour un appui public à la finance islamique (spécialistes)

Des experts en finance islamique ont plaidé, mardi à Alger, pour un appui public aux établissements de la finance islamique pour leur permettre de jouer leur rôle dans la mobilisation des fonds thésauroisés et la levée du niveau d'inclusion financière.

Lors d'une journée parlementaire organisée au Conseil de la nation sur "La finance islamique: une réponse à une revendication sociale et un rôle dans l'inclusion financière", les experts ont estimé que l'appui public se limitait actuellement aux banques conventionnelles et non aux banques islamiques, ajoutant que c'est là un facteur limitatif pour la promotion des produits offerts par ces établissements.

A ce propos, le spécialiste en finance islamique et membre du Haut Conseil islamique (HCI), Kamel Bouzidi, a mis l'accent sur l'impératif pour l'Etat de traiter les établissements de la finance islamique sur le même pied d'égalité que les banques conventionnelles de manière à permettre au client de choisir le produit qui lui convient.

"Les banques islamiques font l'objet actuellement d'une double imposition, de par le paiement des impôts à l'achat et à la vente, contrairement aux

banques conventionnelles, qui ne les paient qu'une seule fois", a-t-il relevé.

Pour sa part, le spécialiste en finance islamique et membre du HCI, Mohamed Boudjelal, a plaidé pour l'élargissement des transactions de la finance islamique en vue de capter un volume élevé de fonds thésauroisés, soulignant que ce mode avait permis, à ce jour, de drainer d'importants fonds à travers les guichets de finances islamiques des différentes banques.

De son côté, le président de l'Instance nationale de la Fatwa pour l'industrie financière islamique, Taher Sennoussi, a indiqué que la domiciliation d'une industrie de la finance islamique en Algérie était "une revendication populaire, sociale et officielle", rappelant que les grands pays avaient entamé, depuis des décennies, l'élargissement du cercle de l'inclusion financière à travers l'adoption d'activités de la finance islamique.

Pour lui, il s'agit là d'un moyen de ramener la masse monétaire et "la liquidité en circulation dans l'ombre" vers le circuit bancaire pour leur redistribution sous forme d'investissements. Cette journée a été marquée par l'intervention de nombreux ministres

et responsables, dont le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi, qui a annoncé la mobilisation des conseils scientifiques du secteur à travers les wilayas du pays, les imams et les muftis pour promouvoir les produits de la finance islamique qui "n'ont pas bénéficié de suffisamment de publicité à ce jour".

Soulignant que de nombreux systèmes bancaires dans les pays occidentaux utilisent actuellement les produits de la finance islamique, M.

Belmahdi a appelé à "ne pas craindre d'aller de l'avant dans ce sens et de mettre en place les mécanismes nécessaires" pour concrétiser la finance islamique.

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a quant à lui, estimé que "l'emploi des Sukuk est devenu impératif pour parvenir à un financement islamique profitable complémentaire".

Le président du Haut Conseil islamique (HCI), Bouabdallah Ghoulamallah a fait état de plusieurs propositions de son institution pour modifier les lois, dont le code du commerce, en vue d'utiliser les Sukuk dans les différentes transactions et partant relancer l'économie nationale.

AGRICULTURE

Pour davantage d'intérêt à la filière cuniculture

Le président de la Chambre nationale d'agriculture (CNAGRI), Mohamed Yazid Hamilia a appelé mardi à Alger à un intérêt plus important pour la cuniculture et l'investissement dans cette filière à "haute rentabilité".

Dans une déclaration à la presse, en marge du Salon national de la cuniculture, M.

Hamilia a estimé que "cette petite filière gagnera à être valorisée au vu de son importance économique et

de sa haute rentabilité, d'autant qu'elle ne nécessite pas d'énormes investissements".

A ce titre, il a mis en avant le rôle de cette activité dans la création des micro-entreprises et des postes d'emploi en zones d'ombre, relevant que la diversification des filières agricoles contribue à celle des ressources économiques, en général.

En ce qui concerne les spécificités de cette activité, le premier responsable de la CNAGRI a expliqué que la cuniculture ne demandait

pas de grandes superficies et qu'en termes de quantité de viande, la cuniculture produit l'équivalent de trois agneaux par an.

Ce salon a vu la participation de 30 éleveurs venant de différentes wilayas pour faire connaître les techniques d'élevage des lapins et d'échanger les expériences en la matière.

Approchés par l'APS, les éleveurs ont souligné l'évolution "notable" de cette filière durant les dernières années, notamment à tra-

vers la création d'associations, de conseils interprofessionnels et d'abattoirs modernes, ce qui a permis d'accroître le volume de production et d'améliorer la qualité des produits.

Ils ont fait observer, en outre, que la viande du lapin est riche en protéine et pauvre en cholestérol.

En dépit de cette forte valeur nutritive, l'indicateur de consommation annuelle ne dépasse pas 200gr, selon les éleveurs.

PÉTROLE

Le Brent descend sous 68 dollars

Les prix du pétrole ont baissé mercredi, les investisseurs se montrant prudents face aux risques qui pèsent sur la demande d'or noir.

Le baril de Brent de mer du Nord pour livraison en mai valait 67,71 dollars à Londres, en baisse de 0,99% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour mars reculait de 0,68%, à 64,36 dollars.

"Les inquiétudes concernant la demande mondiale" pèsent sur les prix du brut, a commenté Avtar Sandu, analyste.

La suspension de la vaccination AstraZeneca dans un certain nombre de pays européens inquiète de possibles effets secondaires "menace la reprise de la demande en carburant" sur le continent, a-t-il ajouté. Après le choc sanitaire, la demande mondiale de



pétrole devrait mettre deux ans à retrouver ses niveaux d'avant-crise, a d'ailleurs souligné mercredi l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

Les campagnes de vaccination contre le Covid-19 "représentent une bouée de sauvetage essentielle pour le marché pétrolier", a rappelé de son

côté l'analyste Stephen Brennock.

Les investisseurs attendent par ailleurs les prochaines données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiés par l'EIA plus tard dans la journée.

Mardi, la fédération qui regroupe les professionnels du secteur pétrolier aux Etats-Unis, l'American Petroleum Institute (API), a indiqué que ceux-ci avaient baissé de 1 million de barils dans le pays la semaine passée.

"Si cela devait être confirmé par l'EIA cet après-midi, il s'agirait de la première réduction des stocks depuis un mois", a relevé l'analyste, Carsten Fritsch.

L'AIE prévoit une hausse de la demande à 104 millions b/j en 2026

La demande mondiale de pétrole devrait atteindre 104 millions de barils par jour (mbj) d'ici 2026, soit 4% de plus qu'en 2019, a estimé mercredi l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport Oil 2021, qui formule des projections à cinq ans.

L'Asie représentera 90% de la hausse. En revanche, la demande dans les 37 pays développés de l'OCDE ne devrait pas revenir à ses niveaux d'avant 2020, selon l'AIE.

Après le choc sanitaire, la demande mondiale de pétrole devrait mettre deux ans à retrouver ses niveaux d'avant-crise, puis continuer à croître d'ici au moins 2026 pour toucher un nouveau record à moins d'être entravée au nom de la protection du climat, estime AIE dans son rapport, qui a relevé, en revanche, "des mesures plus fortes et des changements comportementaux pourraient faire adve-

nir bientôt un +pic+ de la demande".

La pétrochimie continuera à tirer l'appétit mondial pour l'or noir.

La demande d'essence pourrait, elle, avoir déjà atteint son "pic", les gains d'efficacité et le passage aux véhicules électriques compensant la croissance des transports dans les pays en développement.

La consommation de kérosène, secteur le plus affecté l'an dernier, devrait progressivement retrouver son niveau d'avant-Covid.

"La crise du Covid-19 a provoqué un déclin historique de la demande mondiale de pétrole, mais pas forcément un déclin durable", résume le directeur de l'AIE, Fatih Birol.

"Mener à bien une transition organisée visant à s'éloigner du pétrole est essentiel pour remplir les objectifs clima-

tiques, mais impose des changements majeurs dans les politiques gouvernementales comme dans les comportements.

Sans cela, la demande mondiale de pétrole est partie pour augmenter chaque année d'ici à 2026", a-t-il ajouté. Selon lui, "pour que la demande atteigne son pic bientôt, il faut des mesures significatives et cela immédiatement, afin d'améliorer les normes en matières d'efficacité énergétique, soutenir les ventes de véhicules électriques et réduire le recours au pétrole dans le secteur électrique." Ces actions, combinées au recours accru au télétravail, à plus de recyclage et moins de déplacements professionnels, pourraient réduire la demande de pétrole de 5,6 mbj d'ici 2026, "ce qui signifie qu'elle ne reviendrait jamais à ses niveaux d'avant la pandémie", selon l'AIE.

FRANCE

Le marché publicitaire a perdu 7,3 mds d'euro d'investissements en 2020 (rapport)

Le marché publicitaire français a perdu 7,3 milliards d'euros d'investissements en 2020, une chute engagée brutalement lors du premier confinement et qui n'a pu être rattrapée lors du reste de l'année que pour les médias numériques, selon un rapport publié mardi.

En prenant en compte une réouverture progressive de l'économie en 2021, sans nouveau confinement national, le secteur prévoit un rebond de 13,2% en 2021, touchant tous les médias et lui permettant de revenir à près de 30 milliards d'euros, ont avancé les auteurs du Baromètre unifié du marché publicitaire (Bump) lors d'une conférence de presse.

Sur l'année écoulée, le marché de la communication

s'est affiché à 26,5 milliards d'euros, soit une baisse de 21,6% globalement conforme aux prévisions établies en mai 2020 par cette étude qui compile les données de l'Institut de recherches et d'études publicitaires (Irep), France Pub et Kantar Media.

Les dépenses des annonceurs vers les 5 médias historiques (presse, TV, radio, affichage extérieur, cinéma) ont reculé de 19,5% à 6,9 milliards d'euros.

Les dépenses des annonceurs vers les 5 médias historiques (presse, TV, radio, affichage extérieur, cinéma) ont reculé de 19,5% à 6,9 milliards d'euros.

Les dépenses des annonceurs vers les 5 médias historiques (presse, TV, radio, affichage extérieur, cinéma) ont reculé de 19,5% à 6,9 milliards d'euros.

liards d'euros), bénéficiant notamment de la croissance continue du duopole Google/Facebook.

Selon le rapport, le numérique a également bénéficié d'un "phénomène de transfert" des investissements depuis les "autres médias" (marketing direct, expositions, courrier publicitaire, relations publiques, etc.), une catégorie qui reste très dépendante des événements physiques et qui s'est effondrée sur la période de 30,8%, à 12,8 milliards d'euros.

Pour les médias, cette baisse d'investissements a entraîné une diminution des recettes de 11,4% et la perte de près d'un annonceur sur 10.

La télévision a vu ses revenus annuels fléchir de 11% à 3

milliards d'euros, et a connu une baisse des volumes de publicité de 20%, signe selon les auteurs de l'étude que les annonceurs ont réservé leurs budgets réduits aux chaînes gratuites à forte audience et aux créneaux les plus importants et les plus chers.

La baisse est un peu plus forte pour la radio à 12,7% (623 millions d'euros) qui a pourtant connu un fort rattrapage pendant l'été.

Côté presse, les journaux et magazines ont souffert toute l'année, aggravant la décroissance structurelle de leurs recettes publicitaires à -23,7% (1,6 milliard d'euros), entraînée notamment par une baisse des volumes et du nombre d'annonceurs dans les quotidiens nationaux.

ENERGIE

La BM octroie 22,5 millions USD pour l'énergie solaire en Afrique de l'Ouest et centrale

La Banque mondiale (BM) a octroyé un financement de 22,5 millions de dollars, soit environ 12,4 milliards FCFA, destiné à soutenir le développement du marché des produits solaires autonomes en Afrique de l'Ouest et centrale. Cette enveloppe, accordée sous forme de don par l'IDA (guichet de la Banque mondiale dédié aux pays pauvres) et le Fonds pour les technologies propres (ICF), vient en supplément d'un premier fonds de 217,2 millions de dollars octroyés par ces deux institutions en avril

2019. Au total, 19 pays, dont les 15 membres de la CEDEAO, en plus du Cameroun, de la Centrafrique, du Tchad et de la Mauritanie, bénéficieront du programme. "Le projet soutiendra des activités visant à accélérer le déploiement de produits solaires autonomes dans une sous-région où 50% de la population n'a pas accès à l'électricité et où moins de 3% de la population utilise ces technologies innovantes", explique la Banque mondiale. L'idée est d'assurer un accès à l'énergie électrique,

via le solaire, à des populations vivant dans des zones non connectées ou insuffisamment connectées aux réseaux nationaux de distribution d'électricité. Dans son exécution, le projet a un volet institutionnel visant à l'harmonisation des politiques, normes et procédures commerciales pour développer un marché régional de produits solaires autonomes. Il comporte également un volet financement via l'octroi de crédits et de subventions pour appuyer le déploiement de ces systèmes.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

BMW accélère sur l'électrique et compte rebondir "nettement" en 2021

Le constructeur automobile allemand BMW s'attend en 2021 à une "hausse significative" de son revenu imposable, qui avait chuté de 27% lors de l'exercice précédent en raison du Covid-19, alors qu'il accélère sa transition électrique. Le groupe de Munich "est déterminé à poursuivre sur la voie du rebond" entamé au deuxième semestre dernier, selon un communiqué mercredi, et va avancer la sortie d'un modèle électrique clé, l'i4. Le constructeur a revu à la hausse ses objectifs de ventes électriques alors que des normes européennes d'émissions de CO2 de plus en plus strictes forcent tout le secteur à se reconverter.

Sur les dix années à venir, BMW veut vendre dix millions de modèles 100% électriques, contre plus de 4 millions annoncés précédemment.

Pionnier des voitures à batteries avec l'i3, la marque haut de gamme a depuis pris du retard, notamment sur le concurrent américain Tesla.

Après une hausse de 13% l'année passée, les ventes électriques devraient bondir de "bien plus de 50%" sur les cinq prochaines années puis de 20% en moyenne jusqu'à 2030. A cette date, la technologie électrique devra représenter la moitié des ventes mondiales du groupe, prévoit BMW. En plus de proposer une option purement électrique pour chaque modèle de sa gamme, la marque Mini du groupe tournera complètement le dos aux moteurs à combustion dans 10 ans.

En 2020, la pandémie de Covid-19 a toutefois secoué le groupe, qui a confirmé la baisse de 23% du bénéfice net à 3,9 milliards d'euros publié en début de mois.

BMW avait enregistré sa première perte trimestrielle en plus de 10 ans au deuxième trimestre sous l'effet de l'effondrement, au printemps, des ventes de voitures en raison des mesures restrictives mises en place pour freiner la propagation de la pandémie de coronavirus.

Si les ventes de voitures ont baissé de 8% et le chiffre d'affaires de 5% à 99 milliards d'euros, le constructeur a vu une nette reprise au deuxième semestre, porté aussi par le marché chinois.

JAPON

Repli des exportations en février sous l'effet du Nouvel An chinois

Les exportations japonaises ont baissé en février pour la première fois en trois mois et bien plus que prévu, sous l'effet notamment des congés du Nouvel An en Chine, selon des données du ministère des Finances publiées mercredi. Les exportations du pays ont reculé de 4,5% sur un an en février, totalisant 6,038 milliards de yens (46,5 milliards d'euros). Les économistes du consensus Bloomberg s'attendaient à un repli beaucoup plus limité (-0,2%). Ce fort déclin devrait toutefois être temporaire, ayant surtout été lié à un ralentissement de l'activité en Chine et ailleurs en Asie pendant les congés du Nouvel An lunaire, qui ont eu lieu cette année en février, et non en janvier comme en 2020. Les exportations japonaises vers la Chine, très robustes les mois précédents, ont ainsi seulement progressé de 3,4% sur un an en février.

Elles ont même reculé dans plusieurs autres pays et territoires en Asie (Hong Kong, Singapour, Indonésie, Philippines et Vietnam), entraînant un déclin de 0,8% des exportations japonaises dans ce continent.

Les exportations du Japon vers les Etats-Unis ont par ailleurs baissé de 14% en février, à un moment où l'Amérique du Nord subissait une vague de froid historique paralysant une partie de l'activité économique locale. Les exportations japonaises vers l'Europe de l'Ouest, une région engluée dans la crise sanitaire, ont quant à elles décliné de 7,3% le mois dernier, ayant surtout été plombées par le Royaume-Uni.

En raison d'une consommation des ménages nippons toujours déprimée à cause de l'épidémie, la croissance économique du Japon dépend beaucoup plus de son deuxième pilier, les exportations.

Leur accès de faiblesse plus fort que prévu en février risque ainsi d'affecter le PIB au premier trimestre, même si les exports devraient se reprendre dès mars, stimulés par le nouveau plan de relance américain et la baisse du yen, qui rend les produits nippons plus compétitifs, selon les économistes.

Signe d'une conjoncture économique améliorée, les importations du Japon ont par ailleurs violemment rebondi en février (+11,8% sur un an pour un total de 5,820,6 milliards de yens, soit 44,8 milliards d'euros), une première depuis près de deux ans. Le Japon a enregistré en février un petit excédent commercial de 217,4 milliards de yens (1,7 milliard d'euros).

ENVIRONNEMENT

Blida, wilaya pilote pour l'amélioration de la gestion des déchets

Blida a été choisie comme wilaya pilote pour la concrétisation du projet d'amélioration du service public dans le domaine de la gestion des déchets initié par le ministère de l'Intérieur des collectivités locales et de l'aménagement du territoire et celui de l'Environnement, en coordination avec l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ), a-t-on appris mardi du directeur local de l'environnement Ouahid Tchachi.

M. Tchachi a indiqué à l'APS que le projet d'amélioration et de développement du service public dans le domaine de la gestion des déchets pour lequel Blida a été choisie comme wilaya pilote, porte sur la mise en place d'un plan moderne de collecte et de gestion des déchets, adopté par des experts allemands.

Dans le cadre du lancement de cette initiative, une délégation composée de représentant du ministère de l'Intérieur des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, de celui de l'Environnement et de l'Agence allemande de coopération internationale en Algérie (GIZ), est attendue demain mercredi à Blida, pour se réunir avec les autorités locales afin de mettre en place un plan moderne de collecte des déchets ménagers.

Cette réunion, à laquelle prendront part également les différentes parties concernées par ce dossier auquel les autorités locales accordent une attention particulière en raison de l'extension urbaine que connaît la wilaya, sera notamment consacrée à l'examen des points faibles de l'établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) Metidja Nadhafa, chargé de la collecte des déchets, en vue d'y apporter des correctifs.

Ce plan moderne de collecte et de gestion des déchets dont les grandes lignes seront tracées par des experts allemands, définira entre autres, le processus de collecte en fixant l'itinéraire et les horaires de sortie des camions de ramassage des ordures ainsi que le nombre et l'emplacement des bacs à ordures au niveau des cités et quartiers.

Des sessions de formation au profit des agents de l'EPIC de collecte et de traitement des déchets ménagers, Metidja Nadhafa, sont également prévues dans le cadre de ce plan, a-t-on appris de même source.

A noter qu'en 2020, une quantité de plus de 333.000 tonnes de déchets a été collectée par Metidja Nadhafa, soit une moyenne de 927 tonnes de déchets/jour, ce qui a permis d'éradiquer 33 points noirs.

BATNA

Plus de 105 kg de drogue saisis en 2020

Les services de la sûreté de wilaya de Batna ont saisi 105,559 kg de kif traité, en plus de 0,66 grammes de cocaïne et 62,578 unités classées hallucinogènes entre comprimés psychotropes et capsules durant l'année 2020, a indiqué mardi le chef de sûreté de wilaya, le commissaire divisionnaire Abdelkader Rebai.

Au cours d'une conférence de presse, tenue au siège de la sûreté de wilaya et consacrée à la présentation du bilan des activités de ses services durant l'année 2020, ce responsable a fait état du traitement de 763 affaires dans ce domaine et l'arrestation de 1.120 personnes qui ont été présentés devant les instances judiciaires concernées.

Parmi les principales affaires enregistrées en 2020 dans le domaine de lutte contre le trafic de drogue, les services concernés ont saisi, selon la même source, 74,50 kg de drogue et procédé au démantèlement d'un réseau de trafic de drogue spécialisée dans la détention, vente, stockage et transport de drogue.

Aussi, l'opération menée par la brigade de lutte contre le trafic de drogue a donné lieu à l'arrestation de 17 personnes impliquées et la saisie d'un montant de 29,997 mil lions DA issus de ce trafic, a ajouté le même responsable.

Dans ce même contexte, la brigade mobile de la police judiciaire (Batna 1) est parvenue dans une autre opération d'envergure au démantèlement d'un réseau criminel, à la saisie de 12.834 comprimés psychotropes et à l'arrestation de trois (3) individus impliqués dans cette affaire et présentés devant le parquet local.

Le même intervenant a également présenté le bilan des activités des différents services de la sûreté de wilaya durant l'année 2020, faisant état de 8.162 affaires enregistrées s'agissant de la police judiciaire dont 2.591 affaires traitées donnant lieu à la comparution de 787 personnes devant les instances judiciaires concernées.

DROITS DE LA FEMME

La promotion des droits de la femme "au cœur de tous les programmes de développement nationaux" (ministre)

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou, a affirmé, mardi, que l'autonomisation de la femme algérienne et la promotion de ses droits étaient "au cœur de tous les programmes de développements nationaux".

"La protection de la femme compte parmi les priorités de la direction politique de l'Algérie, en témoignage sa constitutionnalisation à travers l'introduction de l'article 40 dans le récent amendement de la Constitution", a souligné la ministre qui a présidé par visioconférence une table ronde, organisée dans le cadre de la 65e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU.

Cet article dispose que "l'Etat protège la femme contre toute forme de violence en tous lieux et toute circonstances dans l'espace public, dans la sphère professionnelle et dans la sphère privée", a rappelé Mme Krikou, lors de cette rencontre portant sur "la participation pleine et effective des femmes à la prise de décisions dans la sphère publique, élimination de la violence, réalisation de l'égalité des sexes et autonomisation de toutes les femmes et de



toutes les filles". Soulignant en outre que la loi garantit aux victimes de violences "l'accès à des structures d'accueil, à des dispositifs de prise en charge et à une assistance judiciaire", la ministre a affirmé que le plan d'action du Gouvernement consacre cette vision, partant du programme du président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, à travers tout un axe dédié à la protection et à la promotion de la femme et à la consécration de la parité dans les divers domaines. Elle a mis en avant, dans ce sens, l'association de plusieurs secteurs ministériels et instances nationales, l'autonomisation et la promotion de la femme étant "au cœur de tous les programmes de développement

nationaux". Dans ce même contexte, la ministre a fait observé "la hausse" de la représentation de la femme au sein des Assemblées élues au niveau national et local, ainsi que son accès aux postes de responsabilités dans divers domaines. Elle a ajouté, en outre, que cet "acquis" a été possible grâce à "l'intérêt particulier accordé par l'Etat algérien à la qualité de l'enseignement, soutenu par la politique de l'enseignement obligatoire et gratuit pour tous, et renforcé par des dispositifs de solidarité nationale en faveur des familles démunies, ce qui a permis de garantir la parité des chances et favorisé la hausse du nombre de femmes diplômées universitaires.

L'Algérie participe, deux semaines durant, à la 65e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU, à travers des interventions portant sur plusieurs thèmes.

ENVIRONNEMENT

Tissemsilt : lancement d'un programme de lutte contre la pollution plastique

La direction du commerce de la wilaya de Tissemsilt a lancé, mardi, un programme visant à lutter contre la pollution par le plastique, a-t-on appris de cette direction.

En marge des journées ouvertes, inscrites dans le cadre de la célébration de la journée mondiale des droits du consommateur, le directeur de l'information à la direction du commerce, Ahmed Abbès a souligné que le programme élaboré en coordination avec la direction de l'environnement, porte sur des sorties de sensibilisation pour exhorter les commerçants et les opérateurs économiques à la nécessité de contribuer à lutter contre la pollution plastique à l'intérieur des villes de la

wilaya. Ce programme de 15 jours porte aussi sur l'accompagnement des commerçants et des opérateurs économiques à traiter avec des opérateurs spécialisés dans le recyclage des produits en plastique de la wilaya et de la région permettant une exploitation rationnelle et économique des déchets plastiques.

Par ailleurs, des journées d'étude et d'information ont été programmées pour traiter divers sujets dont "le recyclage des déchets plastique", "la pollution plastique et son risque sur l'environnement". Ces rencontres cibleront les opérateurs économiques, les commerçants, les stagiaires d'établissements de formation, les élèves d'éta-

blissements scolaires et les étudiants, a-t-on indiqué. Des campagnes de nettoyage des cités d'habitation, des forêts El Medad (Theniet El Had), Ain Antar (Boukaid) seront également initiées. Ces portes ouvertes, organisées dans le cadre de la journée mondiale des droits du consommateur, interviennent cette année sous le slogan "lutte contre la pollution plastique". La manifestation porte sur des expositions de photos et d'affiches, au niveau du centre commercial du chef-lieu de wilaya, mettant en exergue le recyclage des produits en plastique au CET de Tissemsilt.

Des dépliants sur la pollution plastique sont également distribués aux visiteurs.

VACANCES - LOISIRS

Ouargla : les dunes de Sidi-Khouiled, destination privilégiée de détente et de loisirs

Les vastes dunes de sable s'étendant sur le territoire de la commune de Sidi-Khouiled (15 km d'Ouargla) sont, durant les week-ends et les vacances scolaires, une destination privilégiée des familles Ouargliennes en quête de moments de détente et de loisirs.

Les familles rallient quotidiennement ces sublimes endroits pour s'installer pratiquement en hauts des dunes partageant, dans une ambiance bon enfant, des repas ou sirotant du thé préparés sur feu de braise, alors que les enfants s'adonnent à divers jeux improvisés sur sable, sous l'œil bienveillant des parents.

De nombreux vacanciers rencontrés sur ces lieux ont dit s'y rendre chaque week-end ou lors des vacances scolaires, dans des sorties

parfois organisées entre voisins, pour, en plus de se détendre, apprécier le coucher de soleil, se dégourdir les jambes et fuir quelque peu les espaces urbains chaotiques et la monotonie due à l'absence de moyens et de structures de récréation.

Azzeddine, habitant de la cité En-Nasr (périphérie Ouest d'Ouargla), préfère se rendre le soir aux dunes de Sidi-Khouiled pour profiter de la clémence du climat mais surtout du calme des lieux.

Nafissa, elle, affirme s'installer chaque week-end sur le sable de cette zone pour se libérer, ainsi que ses cinq enfants, du fardeau des problèmes quotidiens et se revigorer.

Ces dunes au sable d'or, qui constituent également un site idéal pour les ran-

donneurs, servent de lieu de villégiature à d'autres qui dressent des tentes et préparent des plats traditionnels, dont la préparation "Mella" (pain traditionnel), des grillades et du thé.

Par souci de développer ce site, des citoyens appellent à accélérer la réalisation de structures et installations de détente et de loisirs, à l'instar du parc urbain de la commune de Hassi-Benabdallah et de la réhabilitation du jardin de loisirs de Bamendil, en vue de répondre aux attentes de citoyens et créer des sites espaces de récréation aux familles.

Ils mettent l'accent également sur la sécurité des lieux afin d'endiguer d'éventuels phénomènes pouvant nuire à la quiétude des visiteurs.

Plusieurs structures récréatives en cours de réalisation

Une série d'installations récréatives et de loisirs sont projetées en vue de combler le déficit en la matière.

Les responsables du secteur du Tourisme et de l'Artisanat d'Ouargla ont fait part, à ce titre, du lancement de plusieurs projets de structures récréatives et touristiques, fruits de l'investissement privé, dont des parcs de loisirs et de détente au niveau des régions de Sidi-Khouiled, Touggourt et Hassi-Benabdallah.

Ces futures installations sont appelées à répondre à l'attente des familles en la matière, notamment durant la période d'été marquée par la rudesse des conditions climatiques.

USA

Les Américains d'origine asiatique signalent près de 3.800 incidents haineux en un an, selon un rapport

Aux Etats-Unis, les Américains d'origine asiatique ont fait état de près de 3.800 incidents haineux en moins d'un an, soit depuis le début de la pandémie de COVID-19, note un rapport publié mardi par une coalition de groupes asio-américains.

Ce rapport a été publié par "Stop Asian American Pacific Islander (AAPI) Hate", l'un des principaux agrégateurs d'incidents visant les Américains d'origine asiatique pendant la pandémie.

Le centre de signalement de Stop AAPI Hate a été lancé le 19 mars 2020.

Du 19 mars 2020 au 28 février 2021, le centre a enregistré un total de 3.795 incidents de racisme anti-asiatique à travers les pays.

Les discriminations signalées vont du harcèlement verbal à la violation des droits civils en passant par l'évitement, les agressions physiques et le harcèlement en ligne.

Le harcèlement verbal (68,1%), l'évitement (20,5%) et les agressions physiques (11,4%) constituent les trois



principaux types d'incidents signalés, selon le rapport.

Le rapport montre également que les femmes avaient signalé 2,3 fois plus d'incidents haineux que les hommes, et que les Chinois étaient le principal groupe

ethnique à se dire exposé à la haine (42,2%), suivis par les Sud-Coréens (14,8%) et les Vietnamiens (8,5%).

Les entreprises sont le principal lieu de discrimination (35,4%), suivies par la rue (25,3%) et les parcs

publics (9,8%). Les incidents en ligne représentent 10,8% du total des incidents, selon le rapport.

"Le nombre d'incidents haineux signalés à notre centre ne représente qu'une fraction du nombre d'incidents qui se produisent réellement, mais il montre à quel point les Américains d'origine asiatique sont exposés à la discrimination", ont noté les auteurs du rapport. "Nous ne devons pas laisser la haine anti-asiatique être l'héritage du COVID-19 ou de la dernière administration américaine, mais c'est exactement ce qui se passera si nous n'exigeons pas des mesures concrètes", a déclaré Russell Jeung, cofondateur de Stop AAPI Hate et professeur d'Etudes asio-américaines à l'Université d'Etat de San Francisco.

IRAN

Fête du feu : près de 1.900 blessés

Près de 1.900 personnes ont été blessées dans la nuit de mardi à mercredi en Iran lors d'incidents au cours de la traditionnelle fête du feu persane, a indiqué le Service national des secours dans un nouveau bilan.

La fête de "Tchaharchanbé Souri" est célébrée chaque année dans la nuit du dernier mercredi de l'année iranienne -- qui s'achève vendredi -- et commence dès le mardi soir.

"Trois personnes ont péri au cours de

la fête, dont une dans la capitale" Téhéran, a indiqué le porte-parole du Service national des secours, Mojtaba Khalédi, cité par des médias.

M. Khalédi a aussi déploré 1.894 blessés à l'échelle du pays, en majorité des hommes. Un précédent bilan faisait état de 480 blessés lors de ces célébrations de la Fête du Feu. En ajoutant les personnes tuées depuis le début du mois (le 19 février) en lien avec "Tchaharchanbé souri", le bilan total est de neuf morts, a-

til ajouté, faisant apparemment allusion aux incidents liés à la préparation de pétards ou de feux d'artifice, très souvent artisanaux. En mars 2020, les autorités avaient interdit toute célébration de la fête du feu à Téhéran et dans plusieurs provinces iraniennes à cause de la pandémie de Covid-19.

Cette année, invoquant la persistance de l'épidémie, la police a interdit les rassemblements à Téhéran dans la nuit de mardi à mercredi.

INDE

New Delhi, la ville la plus polluée au monde en 2020

La capitale indienne New Delhi a été la ville la plus polluée au monde en 2020 pour la troisième année consécutive, révèle le rapport mondial sur la qualité de l'air 2020 d'IQAir.

L'Inde abrite également 35 des 50 villes les plus polluées du monde, selon le rapport de la plate-forme IQAir, une société suisse qui mesure les niveaux de la concentration des particules nocives PM2,5 dans l'air, qui a noté qu'une exposition prolongée aux PM2,5 peut entraîner des maladies mortelles, notamment le cancer, et des problèmes cardiaques.

En 2020, la concentration annuelle moyenne des niveaux PM2,5 à New Delhi par mètre cube d'air était de 84,1, selon le rapport qui a rappelé que les niveaux de PM2,5 à



Delhi étaient en moyenne de 144 microgrammes /m3 en novembre et de 157 microgrammes /m3 en décembre, dépassant de plus de 14 fois les normes d'exposition annuelle recommandées par l'Organisation mondiale de la santé. Selon une étude récente

de Greenpeace Southeast Asia Analysis et IQAir, la pollution de l'air a causé environ 54.000 décès prématurés à New Delhi en 2020.

Le rapport note toutefois que la qualité de l'air en Inde s'est légèrement améliorée en 2020 par rapport aux années

précédentes en raison du confinement imposé pour freiner la propagation du Covid-19.

En 2020, environ 84% de tous les pays surveillés ont observé des améliorations de la qualité de l'air, en grande partie grâce aux mesures mondiales visant à ralentir la propagation du COVID-19, fait observer le rapport.

"Malheureusement, Delhi est restée la capitale la plus polluée du monde en 2020.

Le gouvernement doit donner la priorité aux sources d'énergie propres telles que l'éolien et le solaire, et promouvoir des transports à faible coût et neutres en carbone", a déclaré dans ce sens, Avinash Chanchal, militant pour le climat chez Greenpeace Inde.

Inde : crash d'un avion de combat, le pilote tué (armée)

Un pilote de l'Armée de l'air indienne (IAF) a été tué après un "accident mortel" de son MiG-21, mercredi matin dans le centre de l'Inde, a annoncé l'IAF sur son compte officiel Twitter.

L'incident s'est produit alors que l'avion de combat venait de décoller pour une mission d'entraînement depuis une base aérienne du centre de l'Inde, a précisé la même source.

L'IAF a perdu le capitaine de groupe A

Gupta dans ce tragique accident. Nos sincères condoléances aux membres de sa famille. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes de l'accident", a écrit l'Armée de l'air indienne dans un tweet. L'Inde a été le plus gros importateur de matériel militaire russe au cours des cinq dernières années, représentant 23% des exportations totales de la Russie, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

(Sipri). Au titre de l'exercice 2021-2022, l'Inde a débloqué près de 9,6 milliards de dollars, soit 63% du budget d'investissement de l'armée, pour acquérir des armes et des systèmes produits localement. En 2019, le gouvernement indien avait dévoilé un plan pour promouvoir la production militaire locale et interdire l'importation de 101 types d'armes et de munitions au cours des cinq prochaines années.

ETATS-UNIS

Une maison détruite par des feux d'artifice en Californie, deux morts



Deux personnes ont péri mardi près de Los Angeles dans l'explosion d'une grande quantité de feux d'artifice qui a détruit une maison et provoqué un incendie, ont déclaré les secours.

Une puissante déflagration a secoué en début d'après-midi la ville d'Ontario, à environ 60 km à l'est de Los Angeles.

"Une grande quantité de feux d'artifice s'est enflammée, provoquant un important incendie", avait peu après indiqué sur Twitter la municipalité, invitant la population à éviter le secteur.

Le chef des pompiers de la ville, Ray Gayk, a expliqué lors d'un point de presse qu'il s'agissait d'engins pyrotechniques professionnels, "du genre qu'on voit d'ordinaire dans les spectacles de feux d'artifice".

Des images aériennes retransmises par les télévisions locales montraient une grande maison en flammes, le toit apparemment soufflé par l'explosion dont la cause n'a pas encore été déterminée. Des démineurs et la police se trouvaient sur place et la municipalité a appelé les riverains à la plus grande prudence car il pourrait rester des feux d'artifice n'ayant pas encore explosé.

Trois fusillades dans des salons de massage autour d'Atlanta, au moins huit morts

Au moins huit personnes ont trouvé la mort dans trois fusillades mardi dans des salons de massage d'Atlanta et d'une ville proche, ont rapporté plusieurs médias américains, sans que de lien ne puisse être pour l'instant établi entre les événements.

Une première fusillade faisant quatre morts et deux blessés a eu lieu mardi après-midi dans un salon de massage à près de 50 km d'Atlanta, plus grande ville de l'Etat de Géorgie, dans le sud-est des Etats-Unis, a affirmé un porte-parole de la police du comté de Cherokee, cité par le quotidien Atlanta Journal-Constitution.

Plus tard dans l'après-midi, deux nouvelles fusillades ont fait quatre morts dans deux salons de massage voisins à Atlanta, a annoncé la police de la ville, selon la chaîne CNN.

Les quatre victimes de ces deux dernières fusillades sont des femmes et seraient d'origine asiatique.

Un suspect âgé de 21 ans a été arrêté mardi soir, à plus de 240 km au sud d'Atlanta, a annoncé l'Atlanta Journal-Constitution.

ANP

Un hôpital de campagne pour les zones isolées de Djelfa

La Direction centrale des Services de santé militaires du ministère de la Défense nationale, organise, du 15 mars 2021 au 04 avril 2021, un exercice de déploiement d'un hôpital de campagne dans la zone de Hassi Bahbah, wilaya de Djelfa, destiné à la prise en charge médicale des citoyens des régions reculées, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère de la Défense nationale.

"Dans le cadre des missions humanitaires de l'Armée nationale populaire (ANP) et vu l'importance qu'accorde le Commandement de l'Armée nationale populaire au soutien aux citoyens en termes de soins médicaux, la Direction centrale des Services de santé militaires du ministère de la Défense nationale, organise, du 15 mars 2021 au 04 avril 2021, un exercice de déploiement d'un hôpital de campagne relevant du 52e Régiment Médical/r.M., dans la zone de Hassi Bahbah, wilaya de Djelfa, destiné à la prise en charge médicale des citoyens des régions reculées", lit-on dans le communiqué.

"L'opération a été lancée sous la supervision du général-major Abdelkader Bendjelloul, Directeur central des Services de santé Militaires durant laquelle les consultations et soins médicaux seront assurés par des équipes médicales composées d'infirmiers et médecins militaires dans plusieurs spécialités (médecine interne, gynécologie, pédiatrie, ophtalmologie, cardiologie, orthopédie, médecine générale et autres).

L'imagerie médicale, dont l'imagerie par résonance magnétique (IRM) seront également assurés, en sus de la vaccination anti-Covid-19 et contre d'autres maladies, selon la même source.

Des caravanes médicales mobiles ont été organisées en faveur des zones d'ombre, dans la wilaya de Djelfa à l'instar de Dayet el Bkhour, M'liliha, Hassi el Euch, Had Sahari, Messaad, en coordination avec les autorités locales, précise le même communiqué.

"Cette initiative a été saluée par les citoyens qui ont exprimé leur satisfaction et leurs remerciements à l'ANP, qui n'a ménagé aucun effort pour se tenir aux côtés des citoyens", conclut le document.

LAGHOUCAT

150 nouveaux postes de formation paramédicale accordés à la wilaya

Cent-cinquante (150) nouveaux postes de formation paramédicale sont accordés cette année à la wilaya de Laghouat, a-t-on appris mardi de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

Pas moins de 8.396 dossiers de candidatures ont été déposés, dont 6.687 ont été acceptés, pour passer le concours d'accès, dans les épreuves de mathématiques, sciences naturelles et langues étrangères, a précisé le DSP, Abdelmadjid Tigha.

Les candidats admis aux spécialités paramédicales prévues, dont ceux d'auxiliaires médicaux en anesthésie, aides-soignants et assistants en fauteuil dentaire de santé publique, devront suivre deux années de formation en mode présentiel, a expliqué la directrice de l'école paramédicale de Laghouat, Mme.

Wassila Rouzal.

Le personnel ainsi formé sera appelé à combler le déficit accusé en encadrement paramédical par les structures de santé, dont l'établissement public hospitalier EPH-240 lits, le centre de santé Mère-Enfant (140 lits) d'Afflou, le centre anticancéreux et l'hôpital psychiatrique de Laghouat, a indiqué, de son côté, le chef des services de la santé à la DSP, Dr. Lakhdar Sebaâ.

148 nouveaux cas, 116 guérisons et 3 décès

Cent-quarante huit (148) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 116 guérisons et 3 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé mercredi à Alger le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 115 688 dont 148 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, soit 0,3 cas pour 100.000 habitants, celui des décès à 3048 cas, alors que le nombre de patients guéris est passé à 80219 cas, a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie de Covid-19.

Par ailleurs, 17 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir Dr Djamel Fourar.

En outre, 20 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures moins de 9 cas, 25 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 3 autres ont enregistré 10 cas et plus.

Le même responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige



de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port du masque.

COVID-19

L'Algérie a veillé à juguler la propagation de l'épidémie (Ministre)

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaoutar Krikou a affirmé mardi à Alger que l'Algérie a veillé dès le début de la pandémie Covid-19 à prendre une série de mesures préventives en vue de juguler la propagation du virus.

Intervenant par visio-conférence lors de "la 65e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU sur les efforts nationaux visant à répondre aux besoins des femmes et des jeunes filles lors de la pandémie Covid-19", la ministre a indiqué que l'Algérie "a veillé, dès le début de la pandémie, à prendre une série de mesures préventives, en vue de juguler la propagation du virus, en application des orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Parmi ces mesures, la ministre a cité "la réduction du nombre des travailleurs dans les administrations et les établissements publics et privés, dont les femmes enceintes, celles ayant à charge des enfants en bas âge et les malades chroniques en leur accordant des

congrés exceptionnels rémunérés".

Il a été aussi question de l'adoption d'une politique de sensibilisation régulière et coordonnée en collaboration avec l'ensemble des secteurs et la société civile, chapeautés par une cellule d'écoute au niveau du ministère de la Santé.

En matière d'enseignement, M. Krikou a rappelé la mise en place d'un "plan alternatif au déplacement dans les établissements éducatifs qui repose sur des cours à distance au profit des élèves, y compris ceux aux besoins spécifiques, tous les cycles d'enseignement confondus". Concernant la politique sociale, la ministre a rappelé que le Président de la République "a réaffirmé le maintien du caractère social de l'Etat en tant que principe irréversible", en voulant pour preuve "les aides financières accordées aux familles démunies et aux personnes impactées par la pandémie".

Elle a également évoqué l'organisation de caravanes de solidarité avec les catégories impactées par la pandémie et leur prise en charge psychologique par

les équipes spécialisées des cellules de proximité relevant du secteur de la Solidarité nationale, en coordination avec la société civile.

Mettant en avant les efforts de son secteur dans le cadre de la lutte contre la Covid-19, la ministre a notamment cité la plateforme numérique mise en place pour recueillir les préoccupations du corps médical et l'application dédiée aux consultations familiales lancée pour répondre aux préoccupations de la famille, en général, et de la femme, en particulier, et permettre ainsi la prise en charge de ces catégories sur le plan psychologique pendant et après l'épidémie.

Elle a en outre fait savoir que les jeunes promoteurs, notamment les femmes, ont été invités à s'inscrire sur une plateforme dédiée en vue de la création d'activités génératrices de revenus.

La ministre a enfin rappelé la réception par l'Algérie des premières doses de vaccin anti-Covid et le lancement de la campagne de vaccination en janvier 2021.

ALGÉRIE - OMS

Signature d'un programme de coopération

Un programme de coopération biennal a été signé, lundi à Alger, entre le ministère de la Santé et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), permettant à l'Algérie de bénéficier de l'expérience de l'OMS notamment en matière d'application des Objectifs de développement durable (ODD).

Ont signé ce programme le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid et le représentant de l'OMS en Algérie, Dr. Nguessan Bla François, en présence des cadres du ministère et d'experts de l'Organisation.

Le représentant de l'OMS en Algérie a indiqué que ce programme s'attèle à définir "les priorités" qui per-



mettent à l'Organisation d'accompagner l'Algérie dans le domaine de la santé, notamment les techniques et les expertises.

De son côté, le Directeur de la prévention et de la promotion de la santé, Dr.

Djamel Fourar a déclaré que ce programme "prend en considération les priorités sanitaires en Algérie pour atteindre les ODD", ajoutant que l'OMS accompagnera et soutiendra ce programme national par

l'expertise nécessaire.

Les deux parties comptent placer les objectifs tracés au sein de ce programme, alors que l'OMS définira "les normes requises pour apporter l'assistance technique à l'Algérie dans ce domaine", a fait savoir Dr.

Fourar.

Soulignant que ce programme comporte plusieurs axes relatifs aux maladies transmissibles et non transmissibles et celles causées par les facteurs environnementaux, Dr.

Fourar a fait savoir que les établissements relevant de la tutelle bénéficieront de ce soutien, tels que le Centre national de toxicologie (CNT), l'Institut national de santé publique et l'Institut Pasteur.

AP3

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE
Au moins 2.671.720 morts

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 2.671.720 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan annoncé mercredi par des sources officielles.

Plus de 120.667.410 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie.

Ce nombre est inférieur à celui transmis mardi, mais une erreur de saisie ayant conduit à une surestimation mardi.

La grande majorité des malades guérissent, mais une part encore mal évaluée conserve des symptômes pendant des semaines, voire des mois.

Sur la journée de mardi, 10.149 nouveaux décès et 491.222 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont le Brésil avec 2.841 nouveaux morts, les Etats-Unis (1.242) et l'Italie (502).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas,



avec 536.922 décès pour 29.549.556 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 282.127 morts et 11.603.535 cas, le Mexique avec 195.119 morts (2.169.007

cas), l'Inde avec 159.044 morts (11.438.734 cas), et le Royaume-Uni avec 125.690 morts (4.268.821 cas).

Parmi les pays les plus durement touchés, la République tchèque est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par

rapport à sa population, avec 223 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (195), la Slovaquie (190), le Royaume-Uni (185) et le Monténégro (183).

L'Europe totalisait 904.677 décès pour 40.352.969 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 725.270 décès (22.991.917 cas), les Etats-Unis et le Canada 559.436 décès (30.464.251 cas), l'Asie 263.976 décès (16.749.606 cas), le Moyen-Orient 108.978 décès (6.020.085 cas), l'Afrique 108.420 décès (4.054.928 cas), et l'Océanie 963 décès (33.661 cas).

Depuis le début de la pandémie, le nombre de tests réalisés a fortement augmenté et les techniques de dépistage et de traçage se sont améliorées, entraînant une hausse des contaminations déclarées.

BRÉSIL

Nouveau record de 2.841 décès en 24h

Le Brésil a recensé mardi 2.841 morts du Covid-19 en 24 heures, un nouveau record dans le pays où l'épidémie ne cesse de s'aggraver.

Le précédent chiffre record remontait au 10 mars, avec 2.286 décès, selon les chiffres du ministère de la Santé.

Au total, le pays de 212 millions d'habitants comptabilise 282.127 décès dus au Covid-19, ce qui en fait le deuxième pays le plus endeuillé au monde en chiffres absolus, derrière les Etats-Unis.

Ces chiffres confirment une hausse accélérée des décès depuis début février, avec 1.965 morts en moyenne au cours des sept derniers

jours. En début d'année, la moyenne sur sept jours était de 703 morts. Le ministère de la Santé a également annoncé 83.926 nouvelles infections au cours des dernières 24 heures, le deuxième chiffre le plus haut depuis l'apparition de la pandémie dans le pays en février 2020, pour un total de 11.603.535 cas déclarés.

Le président d'extrême droite Jair Bolsonaro, dont la gestion de la pandémie est désapprouvée par 61% des Brésiliens, a changé lundi de ministre de la Santé pour la troisième fois depuis le début de la pandémie. Il a limogé son homme de confiance, Eduardo Pazuello, un général sans aucune expérience médicale, pour

nommer Marcelo Queiroga, un cardiologue reconnu par ses pairs. Il a par ailleurs reconnu l'importance de la vaccination qu'il avait jusque-là décriée. Il n'a en revanche pas varié dans son discours anti-confinement. La vaccination au Brésil n'a commencé qu'à la mi-janvier, avec seulement les vaccins AstraZeneca et CoronaVac, du laboratoire chinois Sinovac, et se poursuit à un rythme lent en raison du manque de doses.

Lundi, le pays a annoncé une commande de 100 millions de doses de vaccin de Pfizer-BioNTech et 38 millions de doses du vaccin Janssen (Johnson & Johnson) pour accélérer la campagne d'immunisation.

MEXIQUE

Une baisse des cas de COVID-19 pour la 7^e semaine consécutive

Le Mexique a enregistré, pour la 7^e semaine consécutive, une baisse du nombre de cas actifs de coronavirus ainsi que des décès, mais le pays ne doit pas baisser sa garde face au risque d'une troisième vague de l'épidémie, a mis en garde mardi le ministre de la Santé Jorge Alcocer. Lors d'une conférence de presse, le ministre a également déclaré que le gouvernement mexicain affinait sa stratégie d'ouver-

ture des écoles un an après leur suspension en raison du début de la pandémie dans le pays. "Pour le Mexique, il s'agit d'une étape vitale et importante vers la fin du confinement, mais cela comporte certains risques", a ajouté M. Alcocer, en présence du président Andrés Manuel Lopez Obrador. Actuellement, a poursuivi le ministre, l'administration est en train de déterminer certains aspects

du plan, par exemple si la taille des classes doit être réduite, si les mineurs doivent porter des masques et comment garantir une ventilation adéquate dans les installations scolaires.

De son côté, le président Lopez Obrador a annoncé que la réouverture des classes serait progressive dans tout le pays. Elle commencera début avril par l'Etat de Campeche, dans le sud-est du pays, car, ont

montré les données du gouvernement, il a enregistré un faible nombre de cas de COVID-19. Depuis décembre, le Mexique a mis en oeuvre un plan national de vaccination par étapes pour lutter contre le Covid-19, en commençant par l'inoculation du personnel de santé de première ligne et des adultes de plus de 60 ans. A la date de lundi, le Mexique avait signalé 2.167.729 cas de Covid-19 et 194.944 décès.

VACCIN

L'Iran commence les essais cliniques de son nouveau vaccin contre le COVID-19

Le ministère iranien de la Santé a entamé mardi les essais cliniques d'un nouveau vaccin développé à l'échelle nationale baptisé Fakhra, a rapporté la chaîne de télévision d'Etat.

Le test du nouveau vaccin sur des animaux a été "extrêmement efficace" et les tests sur des êtres humains débutent mardi, a déclaré le ministre iranien de la Santé et de l'Education médicale, Saïd Namaki, lors d'une cérémonie marquant l'inoculation du vaccin à

un premier volontaire. Le nombre de morts dues à la pandémie de Covid-19 en Iran s'élevait ce mardi à 61.427, suite à l'annonce par la porte-parole du ministère iranien de la Santé et des Sciences médicales, Sima Sadat Lari, de 97 nouveaux décès au cours des dernières 24 heures.

Lors de son point de presse quotidien, Mme Sadat Lari a également indiqué que 8.380 nouveaux cas confirmés d'infection du Covid-19 avaient été

recensés entre lundi et mardi, portant à 1.763.313 le nombre total d'infections en Iran. Parmi ces nouveaux patients infectés, 889 ont dû être hospitalisés, selon la porte-parole.

Au total 1.506.360 personnes ont guéri de cette maladie et ont pu quitter l'hôpital, tandis que 3.848 restent en unités de soins intensifs, a-t-elle ajouté.

Au total 11.844.528 dépistages du virus ont été effectués en Iran à la date de ce mardi, selon la porte-parole.

VACCIN
L'utilisation de l'AstraZeneca suspendue par plusieurs pays

L'utilisation du vaccin AstraZeneca contre le Covid-19 a été suspendue par plusieurs pays après le signalement de caillots sanguins possibles mais sans lien avéré à ce stade, alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) recommande de continuer à l'administrer.

Bien que le groupe pharmaceutique anglo-suédois affirme qu'il n'y a "aucune preuve de risque aggravé" de caillot sanguin entraîné par son vaccin, une quinzaine de pays, dont l'Allemagne, la France et l'Italie ont suspendu "par précaution" l'utilisation de ce sérum, après le signalement d'effets secondaires "possibles" mais sans lien avéré à ce stade.

L'OMS recommande de continuer la vaccination avec ce sérum, avant une réunion de ses experts mardi. Pour l'Agence européenne des médicaments (EMA), qui aura une "réunion extraordinaire" sur le sujet jeudi, les avantages du vaccin l'emportent toujours sur les risques. Le Danemark, la Norvège, l'Islande, la Bulgarie, l'Irlande et les Pays-Bas, ont été les premiers à suspendre le vaccin.

Sept pays européens - l'Allemagne, la France, l'Italie, la Slovaquie, l'Espagne, le Portugal et la Lettonie -, ont décidé lundi de suspendre l'utilisation de ce vaccin, à titre préventif.

Mardi, le Luxembourg, Chypre et la Suède en ont fait de même, suivis du Venezuela, l'Autriche, l'Estonie et la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg et la Roumanie.

Par ailleurs, la campagne de vaccination contre le coronavirus a été retardée en Thaïlande, en République démocratique du Congo (RDC) et en Indonésie.

Mais la Géorgie ou la Sierra Leone ont lancé lundi leur campagne avec ce vaccin, balayant les craintes d'effets secondaires.

Et en Thaïlande, le Premier ministre Prayut Chan-O-Cha a reçu mardi la première dose d'AstraZeneca, marquant le début du déploiement de ce vaccin après une suspension de quelques jours.

Dans ce contexte, l'Agence européenne des médicaments (EMA) fera le point mardi sur l'enquête visant des cas possibles de caillots sanguins qui pourraient être liés au vaccin AstraZeneca.

Le régulateur européen avait également indiqué convoquer une réunion extraordinaire, jeudi, pour décider de "toute mesure supplémentaire qui pourrait être nécessaire", assurant toutefois que le vaccin développé par le laboratoire suédo-britannique et l'université d'Oxford restait sûr à utiliser.

L'EMA estime que les avantages "l'emportent sur les risques", et l'OMS qu'il n'y a pas de "rapport" avéré à ce stade entre le vaccin et de graves problèmes sanguins observés chez des personnes vaccinées.

Ces interrogations interviennent, alors que le Covid-19 a fait plus de 2,66 millions de morts dans le monde, dont plus de 900.000 décès officiellement enregistrés en Europe, continent le plus touché, selon un comptage réalisé par des agences mardi.

Les 52 pays et territoires de la région (qui inclut la Russie et la Turquie) totalisaient 900.936 décès pour 42.689.923 cas.

En Europe, l'arrivée d'une troisième vague de Covid-19 a contraint l'Italie à reconfiner lundi les trois quarts de son territoire. Elle suscite aussi des inquiétudes en Allemagne et en France, laissant planer le spectre de nouvelles restrictions.

Alors que l'usage du vaccin AstraZeneca vient d'être suspendu par de nombreux Etats membres, l'Union européenne (UE) doit recevoir 200 millions de doses du vaccin anti-Covid BioNTech-Pfizer au deuxième trimestre, après un accord prévoyant une "accélération" des livraisons, selon la Commission européenne. De son côté, la société de biotechnologie américaine Moderna a annoncé mardi avoir commencé des essais de son vaccin contre le Covid-19 sur des milliers d'enfants âgés de 6 mois à 11 ans aux Etats-Unis et au Canada. Le Directeur général de l'OMS, Tedros Ghebreyesus, a alerté que la pandémie de Covid-19 est "encore loin d'être terminée, appelant à ne pas baisser la garde concernant la prévention, ni encore en matière de soutien financier.

DÉPRESSION

QUELS SONT SES SIGNES ?

Modification de l'humeur, troubles de la pensée et manifestations physiques sont les principaux symptômes d'une dépression. Généralement déclenchée par des événements extérieurs, la dépression semble le plus souvent résulter d'une conjonction de facteurs biologiques, génétiques, ainsi que de l'environnement social et familial de la personne.

Quels sont les symptômes de la dépression ?

Contrairement à la déprime passagère, la dépression (ou dépression nerveuse) est un état de profonde tristesse qui dure. Elle se caractérise par l'association durable de plusieurs symptômes comme une modification importante de l'humeur (tristesse permanente), une perte de motivation, une souffrance parfois insupportable et un ralentissement des gestes de la vie courante. La personne malade a un sentiment d'inutilité et d'impuissance, avec des idées morbides, voire suicidaires. Maladie aux multiples facettes, la dépression est parfois difficile à détecter. La personne qui en souffre refuse de voir ses symptômes, ou en sous-estime l'importance. Elle ne veut pas se plaindre, se dit que « ça va passer ». C'est la raison pour laquelle l'entourage peut jouer un rôle primordial dans le diagnostic de la maladie.

Certains changements peuvent alerter : la personne n'a plus envie de pratiquer des activités qui lui plaisaient auparavant, ne fait plus de projets, est d'humeur instable, peut faire preuve d'une agressivité inhabituelle ou présente des difficultés de concentration. Elle dort moins ou au contraire beaucoup plus, mange très peu ou grignote sans arrêt, est constamment fatiguée. Des idées sombres sont énoncées : « Je suis dans une im-



pas... je n'y arriverai jamais, j'ai tout raté dans ma vie, je porte la poisse. Je rends les autres malheureux... » Si ce discours revient sans cesse, il faut absolument inciter la personne à consulter.

Parfois, la dépression prend des formes dites « masquées ». Elle se traduit par des manifestations physiques difficiles à associer, dans l'esprit de la personne qui en souffre, avec l'image qu'elle se fait de la dépression : troubles du sommeil, fatigue, agitation, maux de dos ou maux de ventre, troubles digestifs, vertiges, maux de tête, etc.

Qu'appelle-t-on manico-dépression ?

Les personnes atteintes de troubles bipolaires, appelés aussi manico-dépression, psychose manico-dépressive ou dépression bipolaire, connaissent des variations de l'humeur qui sont disproportionnées dans leur durée et leur intensité. La gaieté devient euphorie exagérée, la tristesse se mue en dépression profonde. Les troubles du comportement qui accompagnent ces phases désorganisent profondément la vie de la personne manico-dépressive et dégradent ses relations familiales et professionnelles. Les troubles bipolaires sont une maladie distincte qui ne doit pas être confondue avec la dépression et ils nécessitent des traitements particuliers.

La psychothérapie est-elle un traitement de la dépression ?

La psychothérapie permet de travailler sur les aspects psychologiques et sociaux qui peuvent être liés à l'épisode dépressif. Les psychothérapies occupent une place importante dans le traitement de la dépression, notamment lorsque la personne se sent plus motivée grâce à l'action positive des antidépresseurs sur l'humeur. Dans les dépressions légères à modérées, la psychothérapie seule semble être aussi efficace que l'association psychothérapie et antidépresseurs.

Plusieurs types de psychothérapies peuvent permettre de prendre conscience des mécanismes psychiques qui

se trouvent à l'origine de la souffrance mentale. Certaines sont plus indiquées dans le traitement d'une dépression.

Les psychothérapies cognitives et comportementales sont un traitement à court et moyen terme, très orienté sur la gestion de la crise en cours. Elles visent à modifier les pensées et les comportements qui peuvent déclencher ou perpétuer des épisodes dépressifs. Ces thérapies, qui durent quelques mois, peuvent aider les personnes qui souffrent de dépression légère ou modérée à sortir de leur dépression. Elles peuvent

également contribuer à prévenir les rechutes. Les psychothérapies d'inspiration psychanalytique vont permettre d'appréhender ce qui, dans l'enfance et l'éducation, a stoppé l'évolution harmonieuse de l'individu et entraîné un schéma de vie inadéquat. En comprenant ces événements, la personne malade peut, avec l'aide de son entourage, changer d'attitude. Ces thérapies sont plus longues que les précédentes et visent un objectif qui va au-delà de la résolution de la crise en cours. Elles sont généralement initiées lorsque la phase aiguë de la dépression a été soignée.

Peut-on soigner soi-même un coup de cafard passager ?

Les conseils de bons sens sont souvent efficaces pour retrouver du tonus et un meilleur moral : adopter une alimentation équilibrée, pratiquer une activité sportive, penser à soi, se faire plaisir, voir des amis, sortir pour se changer les idées ou prendre quelques jours de vacances. De plus, plusieurs médicaments contenant du millepertuis ont obtenu une autorisation de mise sur le marché comme traitement à court terme des manifestations dépressives légères et transitoires. L'usage de ces médicaments ne doit pas excéder quelques semaines. Bien qu'ils ne contiennent qu'un extrait de plantes,

ils peuvent provoquer des effets indésirables et interagir avec d'autres médicaments. Il ne faut jamais prendre de médicaments psychotropes (antidépresseurs, anxiolytiques ou somnifères) sans avis médical. Ne partagez jamais la prescription d'un ami !

Existe-t-il des antidépresseurs naturels ?

Rien ne peut remplacer un médicament antidépresseur pour soigner une dépression. Dans la phase initiale du traitement, la souffrance dépressive est telle que toutes les choses habituellement agréables ne peuvent être ressenties.

En revanche, lors de la phase d'amélioration, de meilleures conditions et une bonne hygiène de vie peuvent favoriser la réussite du traitement. Les personnes qui font régulièrement du sport, par exemple, répondent parfois mieux et plus rapidement aux antidépresseurs que celles qui n'ont pas d'activité physique. Il faut se méfier de l'alcool, dont l'effet euphorisant est trompeur. Les premiers effets de l'ivresse passés, l'alcool peut aggraver l'état dépressif, et sa consommation est tout à fait déconseillée pendant un traitement antidépresseur.



Comment éviter les rechutes en dépression ?

Dans la dépression, les risques de rechute sont importants, surtout si le traitement n'a pas été correctement suivi lors du premier épisode dépressif. Dans la moitié des cas, la rechute survient dans un délai de deux ans. Elle peut être évitée par un traitement à long terme et le suivi régulier d'une psychothérapie. Il ne suffit pas d'aller voir un psy deux ou trois fois, puis de se dire : « C'est bon, j'ai fait le tour de la question, je n'en ai plus besoin. »

Généralement, les rechutes se multiplient et s'accroissent : la durée des intervalles entre deux épisodes dépressifs diminue avec le temps. Une personne qui a déjà fait un épisode dépressif a une chance sur deux d'en faire un autre au cours de sa vie. Quatre malades sur dix ne respectent pas la stratégie thérapeutique décidée avec leur praticien et arrêtent les médicaments après moins de trois mois de traitement, sans en parler avec leur médecin. En cas de rechute, celle-ci se manifeste rapidement, plus souvent dans les deux mois qui suivent l'arrêt prématuré du traitement. Un manque d'information sur l'intérêt d'un suivi correct du traitement est l'une des raisons les plus responsables en partie de cette situation.

Il existe également des facteurs de risque qui favorisent les rechutes. Si une personne est vulnérable psychologiquement et qu'elle ne suit pas une psychothérapie lui permettant d'apprendre à affronter les aléas de la vie, l'apparition d'un nouvel événement douloureux ou perturbant pourra déclencher un nouvel épisode dépressif. Là encore, les femmes sont les plus mal loties. Il y a 22 % de récurrences chez les femmes, contre 13% chez les hommes. Par ailleurs, les personnes âgées subissent davantage de dépressions chroniques, et leurs rechutes sont plus fréquentes.

En revanche, l'entourage affectif et social joue un rôle important dans la prévention des rechutes. Les malades divorcés ou veufs et les personnes ayant peu de relations sociales font davantage de rechutes que celles qui bénéficient du soutien de leur entourage.

Les personnes ayant connu plusieurs épisodes de dépression peuvent bénéficier d'approches complémentaires pour éviter une récurrence : un traitement médicamenteux au long cours (éventuellement sur plusieurs années) ; certains antidépresseurs ont été particulièrement étudiés dans la prévention des récurrences (Effexor, Sertraline Génériques, Zoloft) ; une thérapie cognitive pour apprendre à reconnaître des pensées négatives dites automatiques (qui apparaissent éventuellement à la patiente en certaines situations) et leur apprendre à leur substituer une vision plus positive des choses ;

Éventuellement si le patiente en a le désir, une démarche de type psychanalytique visant à identifier les causes profondes et anciennes qui contribuent à

Déprime ou dépression Comment savoir ?

Avoir un « coup de cafard » est une manifestation naturelle du psychisme. Une déprime se caractérise par un sentiment de tristesse passagère qui peut être lié ou non à des raisons précises. Cependant, si l'état psychologique ne s'améliore pas après environ deux semaines, il est important de consulter, car il s'agit peut-être d'une dépression qui s'installe.

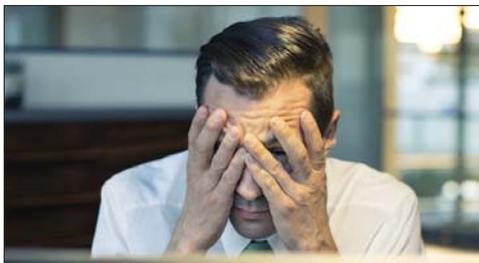
Est-il normal de se faire « broyer du noir » ?

Perte d'un être cher, problèmes professionnels, soucis financiers, déception amoureuse, conflits familiaux ou autres. Tous ces événements font hélas partie, à un moment ou à un autre, du quotidien. Notre psychisme, mais aussi notre corps réagit à ces situations. Nous nous sentons tristes, fatigués, sans énergie ou alors énervés, tendus. Souvent, nous décrivons cet état comme un « coup de déprime ». Il peut aussi nous arriver de broyer du noir sans raison particulière, sans qu'aucun changement ne soit intervenu. C'est parfois le signe d'une insatisfaction vis-à-vis de notre mode de vie.

Ces manifestations, que même les plus optimistes connaissent sont tout à fait normales. Les médecins les considèrent comme des troubles d'adaptation, des états dépressifs mineurs non caractérisés, qui ne doivent pas être confondus avec une maladie dépressive caractérisée et ne justifient donc pas d'un traitement antidépresseur.

Ces moments de déprime ont-ils une fonction ?

Aussi curieux que cela puisse paraître, ces moments de déprime ont une fonction d'adaptation. Nous interagissons de façon permanente avec notre environnement. Confronté à une perturbation de cet environnement, l'organisme réagit, permettant à l'individu d'adapter son comportement et ses pensées aux contraintes du monde qui l'en-



tour. Dans d'autres cas, ces manifestations peuvent amener à s'interroger sur sa vie, à redéfinir ses priorités pour trouver du sens à son existence, et parfois à prendre des décisions ou à provoquer un changement tel qu'un déménagement, la recherche d'un nouvel emploi ou une séparation. Une période de déprime peut être le déclencheur d'une évolution et déboucher sur un mieux-être.

Coup de cafard ou début de dépression ?

Dans le doute, mieux vaut consulter. Le dialogue avec un médecin permet de mettre des mots sur ses difficultés, ce qui suffit parfois

pour prendre le recul et se sentir mieux. D'autre part, seul un médecin est en mesure de faire la différence entre un coup de blues et une dépression. En effet, si cette maladie est complexe, ses symptômes sont relativement bien connus.

Mais attention ! Même si les symptômes observés ne correspondent pas aux symptômes les plus courants, il convient de rester vigilant. Si un coup de cafard devient permanent et incompatible avec la vie quotidienne, il peut être le signe d'une dépression qui s'installe. Il ne faut donc pas hésiter à aller voir un médecin si l'état psychologique ne s'améliore pas ou si des troubles physiques apparaissent, tels que douleurs au ventre ou au dos, ou migraines. Ils peuvent signaler une dépression masquée.

Comment se comporter avec un proche dépressif ?

La dépression bouleverse la vie de la personne atteinte, mais aussi celle de son entourage. Vivre avec un dépressif, c'est souvent se sentir impuissant, inquiet pour sa santé, parfois pour sa vie. La famille et les amis peuvent néanmoins jouer un rôle important pour aider la personne concernée à sortir de sa dépression.

Écoute et compréhension

Nous nous sentons souvent démunis face à une personne souffrant de dépression. Nous sommes désemparés de la voir souffrir sans pouvoir agir. Pourtant, même si ce proche a besoin avant tout d'une aide médicale, nous pouvons l'épauler, tout d'abord pour qu'il ou elle accepte de se faire soigner, ensuite pour le soutenir pendant cette période de transition en manifestant un soutien moral, en faisant preuve d'écoute et de compréhension, en encourageant le patient à prendre régulièrement ses médicaments ou en surveillant l'évolution de la maladie. Il faut avant tout être vigilant. Si vous pensez qu'un de vos proches est dépressif, parlez-en avec lui. Suggérez-lui de consul-



ter un médecin, en faisant preuve d'écoute et de compréhension. Si vous êtes à court d'arguments, pourquoi ne pas lui faire lire ces pages pour le convaincre ? Il sera peut-être soulagé de reconnaître les symptômes de sa maladie et de mettre enfin des mots sur son mal-être. Vous devez accepter vous-même que votre proche soit atteint par cette maladie. C'est parfois difficile, car l'entourage se culpabilise souvent, se sentant en partie responsable de cette situation. Évacuez ces questionnements. La priorité est le mieux-être du malade. En cours de traitement, il est très important que les proches du malade l'encouragent à prendre régulièrement ses médicaments, en insistant sur l'intérêt des antidépresseurs et sur l'absence de

pendance à ce type de produits. La dépression est parfois un voyage au long cours. La famille et les amis sont les accompagnateurs privilégiés du malade dépressif pour le guider vers la guérison.

Ce qu'il ne faut ni dire ni faire

Les dépressifs ne peuvent pas agir sur leur maladie. Il est donc inutile de faire appel à leur volonté pour s'en sortir. «Bouge-toi, remue-toi, tu n'as qu'à te secouer» sont des phrases inutiles et dangereuses. Par de tels comportements, on peut même aggraver la situation, car le malade se sentira incompris ou culpabiliser, ce qui augmentera sa souffrance. N'essayez pas non plus de lui imposer son état de souffrance en mini-

disant, par exemple : « Mais non, tu n'as pas l'air si mal que ça. C'est un petit coup de blues, ça va passer. » Vous ne feriez que le détourner de son traitement. Rappelez-vous que les dépressions sont des maladies graves, pas un caprice ni une simple déprime. Il est préférable d'éviter au malade des changements importants (par exemple un déménagement) au cours de sa dépression.

Les personnes dépressives éprouvent de grandes difficultés à prendre des décisions. Certaines en sont même incapables, et leur demander de faire un choix peut les placer dans un désarroi total. Lorsque la personne suit un traitement, il ne faut jamais l'approcher si elle confie son désir d'arrêter ses médicaments. L'entourage doit au contraire tout faire pour l'en dissuader.

N'hésitez pas à discuter ouvertement du risque de suicide avec une personne dépressive. En parler est le meilleur moyen d'évaluer le danger. Ne cherchez pas à remettre en cause ces idées de mort, contentez-vous de montrer à la personne que vous la comprenez. Parfois, le silence vaut mieux qu'une litanie de conseils impossible à suivre.

NIGER

58 morts dans des attaques dans l'Ouest du pays

Le Niger a de nouveau été la cible lundi d'attaques de terroristes présumés qui ont fait 58 morts dans l'Ouest du pays, les premières violences depuis l'élection du président Mohamed Bazoum le 21 février.

Lundi "dans l'après-midi, des groupes d'individus armés non encore identifiés ont intercepté quatre véhicules transportant des passagers de retour du marché hebdomadaire de Banibangou en partance respectivement aux villages de Chinégodar et Darey-Daye", indique un communiqué du gouvernement lu mardi soir à la télévision publique.

"Ces individus ont lâchement et cruellement procédé à l'exécution ciblée des passagers.

Au village de Darey-daye, ils ont tué des personnes et incendié des greniers" à céréales, ajoute-t-il.

"Le bilan de ces actes barbares" est de "58 personnes tuées, une personne blessée, plusieurs greniers (à céréales) et deux véhicules incendiés, deux véhicules emportés", selon le gouvernement. Banibangou abrite un des plus importants marchés hebdomadaires de la région de Tillabéri, près de la frontière malienne.

Le gouvernement a décrété un "deuil national de trois jours" à partir de mercredi et appelé "la population à plus de vigilance", réaffirmant "sa détermination à poursuivre sans relâche la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes".

Elu chef de l'Etat le 21 février au second tour de la présidentielle, Mohamed Bazoum s'est engagé à lutter contre l'insécurité, un des plus grands défis du Niger, pays sahélien parmi les plus pauvres du monde, qui doit lutter aussi contre les terroristes du groupe nigérien Boko Haram dans sa partie Sud-Est.

TCHAD

Les syndicats suspendent la grève générale pour une semaine

La Plateforme syndicale revendicative du Tchad, au cours d'une réunion tenue mardi et élargie à ses organes de base, a décidé de suspendre la grève générale dans l'administration publique, a annoncé son porte-parole Barka Michel dans un communiqué de presse.

Cette suspension durera une semaine, à compter du mercredi 17 jusqu'au mercredi 24 mars 2021, selon le communiqué.

"La Plateforme syndicale revendicative demande à tous les travailleuses et travailleurs de rester solidaires et mobilisés pour les consignes futures", a précisé M. Barka.

Il s'agit de la deuxième grève générale lancée par la Plateforme, qui regroupe quatre des cinq plus grandes centrales syndicales du pays.

Elle réclame le versement des frais de transport des agents de l'Etat, suspendus en 2016 par le gouvernement, ainsi que d'autres avantages et indemnités. La semaine dernière, le gouvernement tchadien a proposé d'échelonner le paiement de ces arriérés de frais de transport qui s'élevaient à 24 milliards de francs CFA (environ 43,71 millions de dollars), en menaçant de ne pas payer les salaires pour les jours de grève.

APS

LIBYE

Le président tunisien entame une visite d'Etat en Libye

Le président tunisien, Kais Saïed, a entamé mercredi une visite d'Etat en Libye voisine, au lendemain de la prestation de serment du chef du gouvernement de transition libyen Abdelhamid Dbeibah, rapportent des médias.

M. Saïed a été accueilli à l'aéroport de la capitale Tripoli (ouest) par le président du Conseil présidentiel Mohamed al-Manfi.

Le programme officiel prévoit des entretiens avec M. al-Manfi ainsi qu'avec le Premier ministre intérimaire Abdelhamid Dbeibah, qui ont officiellement pris leurs fonctions lundi après avoir prêté serment.

Le nouveau gouvernement s'est installé mardi à Tripoli. Il est chargé d'unifier les institutions en vue d'élections prévues en décembre.

Cet exécutif est né d'un processus onusien lancé en novembre à Tunis et mis sur orbite en février à Genève, avant d'obtenir le 10 mars un vote de confiance "historique" du Parlement.

Le président tunisien a annoncé sa visite dès le lendemain de l'investiture du nouveau gouvernement.

M. Saïed est accompagné du ministre des Affaires étrangères Othman Jarandi, de sa principale conseillère Nadia Akacha et de quelques autres



conseillers de la présidence.

Cette visite s'inscrit dans le cadre du "soutien constant de la Tunisie au processus démocratique en Libye, de l'attachement aux liens historiques et fraternels unissant les deux pays et de la volonté d'établir de nouvelles traditions de coordination et de concertation entre les dirigeants des deux pays", a fait

savoir la présidence tunisienne dans un communiqué mardi.

Cette visite représente, également, une occasion de concevoir de nouvelles visions qui consolideront le processus de coopération distinguée existant entre la Tunisie et la Libye et jetteront les fondements réels d'une solidarité globale répondant aux aspirations

légitimes des deux peuples frères pour la stabilité et le développement", ajoute la même source. Après plus de neuf ans de troubles et de profondes divisions, la Libye s'est engagée dans un processus de transition avec la formation d'un gouvernement chargé d'unifier les institutions en vue d'élections prévues en décembre.

Boukadoum réitère le soutien de l'Algérie au processus de paix et de réconciliation en Libye

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a réitéré, mardi lors d'un entretien avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU en Libye, Jan Kubis, la détermination de l'Algérie de poursuivre l'action commune en soutien au processus de paix et de réconciliation en Libye.

"J'ai eu un entretien long et construc-

tif, mardi, avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général de l'ONU en Libye, Jan Kubis, lors duquel nous avons salué les pas positifs franchis par les frères libyens sur la voie de la réunification des rangs.

De même que nous avons réitéré notre engagement à poursuivre l'action commune en soutien au processus de paix et de réconciliation

en Libye, pays frère", a tweeté M. Boukadoum.

Le Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez al-Sarraj, installé en 2016 dans l'Ouest de la Libye, a officiellement remis mardi le pouvoir au nouveau gouvernement unifié d'Abdelhamid Dbeibah et au Conseil présidentiel au cours d'une cérémonie à Tripoli.



MALI

M. Boukadoum félicite le nouvel émissaire de l'ONU pour le Mali El-Ghassim Wane

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum a félicité mercredi, le diplomate mauritanien, El-Ghassim Wane pour sa nomination en tant que Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA).

"J'ai félicité mon ami M. El-Ghassim Wane pour sa nomination en tant que Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA), en lui souhaitant plein succès dans sa mission", a écrit M. Boukadoum sur son compte

Twitter. "Je lui ai également exprimé ma volonté de travailler ensemble pour faire progresser la paix et la stabilité dans la République amie du Mali et dans toute la région", a-t-il ajouté.

M. El-Ghassim Wane a été nommé lundi par le secrétaire général Antonio Gu-

terres, nouvel émissaire de l'ONU pour le Mali, ont annoncé les Nations unies.

Il sera à la tête de la mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), où il remplacera Mahamat Saleh Annadif, qui doit quitter son poste en avril.

BURKINA FASO

Trois terroristes présumés neutralisés (Armée)

L'armée burkinabè a affirmé, mardi soir, avoir neutralisé trois terroristes présumés, du 10 au 14 mars derniers, dans des opérations antiterroristes menées dans plusieurs régions du pays, a indiqué l'armée dans un rapport sur la situation des opérations.

Selon le rapport, le 10 mars dernier, suite à une attaque contre le village de Tin-Agadel dans la province de l'Oudalan

dans le nord du pays, une unité d'intervention du détachement a été déployée pour mener des opérations de ratissage et sécuriser la zone.

"Le bilan des opérations de ratissage fait état de 3 terroristes neutralisés, plusieurs moyens saisis, de l'armement, des moyens de communication et divers autres matériels ont également été récupérés", a précisé l'armée burkinabè.

D'après la même source, 13 opérations aériennes et 49 opérations de sécurisation de marchés et de lieux de culte ont été menées la semaine dernière.

Depuis 2015, le Burkina Faso fait face dans plusieurs de ses régions à des attaques terroristes qui ont fait de nombreuses victimes parmi les civils et les militaires, et des milliers de déplacés confrontés à une grave crise humanitaire.

PALESTINE

Fatah et Hamas s'accordent sur un code de conduite électoral

Le Fatah et le Hamas, factions palestiniennes, se sont mis d'accord mardi au Caire sur un code de conduite électoral pour faire en sorte que les scrutins prévus dans les prochains mois se déroulent avec "transparence et intégrité".

Ce code en vingt-cinq points prévoit en particulier la "pénalisation et l'interdiction d'utiliser des armes (...) pendant les activités électorales".

Des élections législatives et présidentielle, les premières en quinze ans, ont été fixées respectivement au 22 mai et au 31 juillet dans les Territoires palestiniens.

Les parties palestiniennes — dont le Hamas et le Fatah — se sont engagées en février en Égypte à mettre sur pied un Tribunal électoral indépendant pour trancher de possibles griefs et faire respecter les résultats, afin d'éviter un scénario comme celui des législatives de 2006.

Les factions palestiniennes se sont aussi en-



tendues en février au Caire pour tenir les élections en Cisjordanie, où vivent 2,8 millions de Palestiniens, et dans la bande de Gaza, enclave paupérisée de deux mil-

lions d'habitants sous blocus israélien depuis 2007, mais aussi à Al Qods-E st, partie de la ville occupée et annexée par Israël.

Dans la bande Gaza et en Cisjordanie, "seule

la police palestinienne", et donc aucun autre mouvement armé, pourra protéger les bureaux de vote, précisait notamment le communiqué diffusé en février.

YÉMEN

Détérioration "dramatique" du conflit (ONU)

L'Envoyé spécial de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths a signalé mardi devant le Conseil de sécurité une détérioration "dramatique" du conflit dans ce pays.

"Les forces combattantes des deux côtés ont subi de lourdes pertes.

Je vois des rapports choquants faisant état d'enfants de plus en plus entraînés dans l'effort de guerre et privés de leur avenir", a dit M. Griffiths, devant les membres du Conseil.

L'envoyé de l'ONU pour le Yémen, a également noté que les attaques transfrontalières "ont augmenté de manière significative" ces dernières semaines, se disant "préoccupé" par l'intensification des frappes de missiles et de drones, y compris celles qui ont visé des infrastructures civiles et commerciales en Arabie saoudite.

Par la suite, des frappes aériennes ont eu lieu dans les limites de la ville de Sanaa, mettant également en danger des civils. "Nous assistons aussi à l'ouverture d'autres fronts au Yémen, notamment avec des escalades militaires à Hajjah et à Taëz", a-t-il dit, ajoutant qu'à Hodeïda, les violences se poursuivaient de façon inquiétante, causant des morts et des blessés parmi les



civils, notamment des femmes et des enfants. Selon Martin Griffiths, un cessez-le-feu à l'échelle du pays, ainsi que l'ouverture de l'aéroport de Sanaa et la garantie d'une circulation "sans entrave" de carburant et d'autres produits via les ports de Hodeïda, "sont des impératifs humanitaires urgents".

Pour le responsable onusien, ces mesures atténueront l'impact du conflit sur les civils et faciliteront le droit des Yéménites à la liberté de mouvement, estimant que "nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour permettre au Yémen de respirer". L'envoyé de l'ONU au Yémen, a également appelé à relancer "en urgence", un processus politique "qui a pris du retard", estimant que la reprise de ce processus, et s'y engager sérieusement

"est une obligation pour les parties belligérentes". De son côté, le chef de l'humanitaire de l'ONU, Mark Lowcock, a regretté que la conférence des bailleurs de fonds organisée le 1er mars par le Secrétaire général de l'ONU, la Suède et la Suisse n'ait récolté que 1,7 milliard de dollars, soit moins de la moitié de ce qui est jugé nécessaire par les agences humanitaires pour venir en aide aux Yéménites dans le besoin cette année.

"Cela signifie que nous n'avons pas assez d'argent pour arrêter la famine. Au mieux, la plus grande opération humanitaire au monde, et les millions de personnes qui en dépendent, survivront au cours des prochains mois", a-t-il dit, s'adressant aux membres du Conseil de sécurité.

TURQUIE - ARABIE SAOUDITE

L'Arabie saoudite veut acquérir des drones turcs, selon Erdogan

L'Arabie saoudite a formulé une demande auprès de la Turquie pour acquérir des drones armés fabriqués par le pays, a déclaré mardi le président turc Recep Tayyip Erdogan.

"L'Arabie saoudite a fait une demande à la Turquie pour des drones armés", a dit M. Erdogan lors d'une conférence de presse à Ankara. Il a néan-

moins déploré la tenue prochaine de manoeuvres aériennes gréco-saoudiennes en Méditerranée orientale.

Ces déclarations interviennent au moment où la Turquie multiplie les gestes d'ouverture à destination de l'Arabie saoudite et de ses alliés, après des années de vives tensions. "Il n'y a pas de raison pour que nos relations

avec l'Arabie saoudite ne s'améliorent pas", a déclaré la semaine dernière le chef de la diplomatie turque, Mevlut Cavusoglu.

Quelques jours plus tôt, le ministre turc des Affaires étrangères avait exprimé sa "préoccupation" après des attaques contre des installations pétrolières en Arabie saoudite, attribuées aux Houthis au Yémen. Les relations en-

tre Ankara et Ryadh se sont considérablement dégradées depuis 2017 en raison notamment du "soutien" de la Turquie au Qatar dans le contentieux l'opposant au royaume saoudien.

Les tensions se sont renforcées après l'assassinat en 2018 du journaliste saoudien Jamal Khashoggi au consulat de son pays à Istanbul.

SLOVAQUIE

La présidente somme le Premier ministre de régler la crise qui menace son gouvernement

La présidente slovaque a demandé mardi au Premier ministre Igor Matovic de régler une crise politique qui menace son gouvernement, au milieu d'accusations de mauvaise gestion de la pandémie.

Certains membres de la coalition quadripartite du chef du gouvernement centriste ont menacé de la quitter s'il ne démissionnait pas lui-même d'ici au 24 mars.

Jusqu'à présent, cet imprévisible ancien magnat des médias de 47 ans a refusé de céder. La présidente libérale Zuzanna Caputova a déclaré avoir demandé mardi au cours d'un entretien avec M. Matovic de lui expliquer "comment il voulait régler cette situation critique".

"Il n'a pas eu de réponse précise à m'apporter", a regretté Mme Caputova devant les journalistes, qualifiant la situation d'"agonie" politique.

La crise politique survient au moment où la Slovaquie, un pays de la zone euro de 5,4 millions d'habitants, connaît un taux de mortalité résultant du Covid-19 et de contamination par le coronavirus parmi les plus élevés du monde.

Ce bilan sombre, tout comme par exemple la décision de M. Matovic d'acheter le vaccin russe Sputnik V, a déclenché la colère des alliés de son parti centriste OLANO.

Néanmoins, tout en menaçant de démissionner, tous les acteurs politiques déclarent vouloir éviter les élections anticipées. Les sondages sont optimistes pour les partis d'opposition de gauche en cas de scrutin à très courte échéance. Eduard Heger, l'actuel ministre des Finances et ministre de la Santé par intérim, membre d'OLANO, a été mentionné comme candidat potentiel pour remplacer M. Matovic à la tête du gouvernement.

Le ministre de l'Economie et chef du parti SaS, Richard Sulik, a dit lundi aux journalistes qu'il pouvait bien "imaginer une discussion solide" au sujet de la candidature de M. Heger au poste de Premier ministre.

Ce dernier n'a pourtant pas révélé s'il envisagerait de prendre la succession de M. Matovic qui est le chef de son parti.

BOLIVIE

Le Brésil se dit "préoccupé" après l'arrestation de l'ancienne présidente bolivienne, Jeanine Anez

Le gouvernement brésilien a exprimé, mardi sa "préoccupation" après l'arrestation de l'ancienne présidente bolivienne, Jeanine Anez, rappelant le soutien de Brasilia au gouvernement intérimaire, installé de manière "constitutionnelle" après le départ d'Evo Morales. Le gouvernement de Jair Bolsonaro "espère que l'état de droit sera pleinement respecté en Bolivie dans le procès contre l'ancienne présidente et d'autres responsables", indique un communiqué du ministère brésilien des Relations extérieures, relayé par des médias. "Il ne faut pas oublier que le gouvernement brésilien a soutenu la formation du gouvernement d'Anez, qui a pris ses fonctions provisoirement après le départ du président de l'époque, Evo Morales", souligne le texte. Le ministère brésilien ajoute que la démission de Morales était "motivée par la réaction populaire à une tentative de fraude électorale constatée par les missions de l'Organisation des Etats américains (OEA) et de l'Union européenne (UE)". Aussi, le communiqué note que "l'investiture de la présidente Anez a été menée de manière constitutionnelle et reconnue par les institutions boliviennes et ce, conformément à l'article 1 du protocole d'Ushuaia", qui garantit la stabilité de la démocratie au Mercosur (la Bolivie est engagée dans un processus d'adhésion). "Le gouvernement de la présidente Anez a convoqué et organisé des élections libres et a transféré le pouvoir pacifiquement au président Luis Arce", qui a pris ses fonctions en novembre de l'année dernière", insiste le ministère brésilien des Relations extérieures.

PRESSE ÉLECTRONIQUE Mediapart, invulnérable face à la crise, dépasse les 200.000 abonnés

Le site d'information en ligne Mediapart a connu une forte croissance en 2020, avec une hausse de près de 30% de son nombre d'abonnés et un bénéfice net multiplié par plus de 1,5, traversant la crise sanitaire et économique sans dommage. Mediapart confirme la rentabilité de son modèle économique -- sans publicité, ni aide publique, fondé uniquement sur les abonnements des lecteurs -- avec le bond de son chiffre d'affaires de 22% à plus de 20 millions d'euros et son bénéfice net à plus de 4 millions d'euros à fin 2020, contre 2,3 millions l'année précédente. Le nombre d'abonnés a aussi grimpé de près de 30%, soit plus de 48.200 abonnés conquis en un an, pour frôler au total les 220.000 abonnés actifs et payants. "Jamais nous n'aurions pensé être à plus de 200.000 abonnés aussi tôt, nous pensions que nous y serions, peut-être, après la présidentielle de 2022", a souligné Edwy Plenel, cofondateur de Mediapart. Une "performance" que le média, réputé pour ses investigations, explique essentiellement "par le besoin d'une information indépendante et rigoureuse pour comprendre l'imprévu et l'inattendu". Également au cœur de cette dynamique, son modèle économique qui lui a permis d'éviter les principaux chocs subis par le secteur de la presse l'an passé. "La pandémie n'a pas affecté nos recettes" parce que Mediapart n'a ni publicité ni "événementiel payant", résume sa cofondatrice Marie-Hélène Smiejan. Etant 100% numérique, le média n'a pas non plus eu à affronter "les difficultés de la distribution" de la presse papier.

Signe de cette bonne santé, Mediapart a augmenté d'environ un quart ses effectifs les portant à 118 personnes dont 69 journalistes. La nouvelle émission en ligne "A l'air libre", créée durant le confinement du printemps 2020, va être "professionnalisée" et son contenu développé à partir de septembre, a annoncé Mme Smiejan, ce programme atteignant "clairement une audience plus jeune" que celle obtenue via les abonnements traditionnels. Mediapart a également parachevé en décembre dernier la mise en place de sa structure juridique, initiée en octobre 2019, lui garantissant une totale indépendance financière et éditoriale. Ses parts appartiennent désormais à une nouvelle structure non lucrative, le Fonds pour une presse libre, via la Société pour la protection de l'indépendance de Mediapart (Spim), un montage qui sanctuarise selon ses inventeurs le capital du journal en ligne.

CINÉMA Le réalisateur américain Spike Lee va présider le jury du festival de Cannes en juillet prochain

Le réalisateur américain Spike Lee, auteur de films à la fois militants et grand public, va présider le jury du 74e festival de Cannes qui doit se tenir du 6 au 17 juillet, ont annoncé mardi les organisateurs de l'événement, dans un communiqué.

Spike Lee sera, ainsi la première personnalité noire à présider le jury de ce festival considéré comme l'une des plus anciens rencontres dédiées au septième art, il devait assurer la présidence du jury l'an dernier, mais la pandémie a empêché le festival de se tenir. La sélection officielle et la composition du Jury seront dévoilées début juin prochain, a-t-on précisé de même source. "Depuis 30 ans, l'infatigable Spike Lee traduit avec acuité les questionnements de son époque, dans une forme résolument contemporaine qui ne néglige jamais la légèreté et le divertissement", ont souligné les organisateurs du festival dans un communiqué. "Nous ne pouvions espérer personnalité plus puissante pour interroger notre époque si bouleversée", a déclaré le président du festival Pierre LeScure, dans le même communiqué. Cette 74e édition, sera si les conditions sanitaires permettent sa tenue aux dates prévues, l'un des plus importants rendez-vous du cinéma depuis plus d'un an. La plupart des autres grands festivals ont été contraints ces derniers mois à l'annulation ou se sont contentés d'éditions en ligne.

APS

LITTÉRATURE - PARUTION

Parution de l'ouvrage collectif "Mouloud Mammeri : intellectuel enchanté, romancier désillusionné"

Dans l'ouvrage collectif "Mouloud Mammeri: intellectuel enchanté, romancier désillusionné", trois universitaires spécialisés dans la littérature de langue française interrogent la place de l'intellectuel dans la société algérienne, à travers l'oeuvre et le parcours de l'auteur de "La colline oubliée".

Cet ouvrage de 144 pages paru récemment aux éditions "Frantz-Fanon" a été conçu et dirigé par Mohammed Yefsah, docteur en lettres et arts et enseignant à l'université d'Oran.

Dans cette étude, Djemaa Maa-zouzi, enseignante et chercheuse au Canada, propose une lecture du roman "L'opium et le bâton" sorti en 1965, une oeuvre qu'il considère comme "l'épreuve de la libération" et qui s'articule autour du village comme chronotope de la guerre recouvrant les éléments spatiaux et temporels du récit.

L'universitaire s'intéresse également aux univers fonctionnels qui se déploient dans les écrits de Mammeri et aux personnages qui y prennent place formant une polyphonie.

Elle accorde un intérêt particulier au personnage principal de "L'opium et le bâton" qui échappe à l'idéalisme qui i motive la guerre et révèle une "individuation de la libération".

L'image actuelle de Mouloud Mammeri est également au centre de la contribution de l'universitaire Malika Assam, spécialiste des langues, littératures et sociétés du monde et enseignante en France,

qui évoque le passage du statut de "savant" à celui de "héros de la revendication identitaire amazighe".

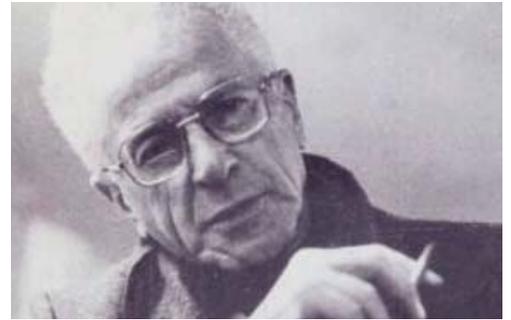
A travers son analyse elle révèle une réappropriation de la vie de l'écrivain et de son oeuvre et la diffusion d'une nouvelle image de Mammeri qui fait de lui un "repère partagé renforçant la revendication identitaire".

Cette analyse s'appuie sur la célébration de Mammeri par des poètes, des célébrités de la chanson et une multitude d'associations culturelles.

Enseignante à l'Université Mouloud-Mammeri, Malika-Fatima Boukhelou, auteure en 2017 de "Mouloud Mammeri: mémoire, culture et tamusni", participe à cet ouvrage avec une lecture du roman "La traversée" paru en 1982 et qu'elle estime être une suite de "La colline oubliée" publié trente ans plus tôt.

Mohammed Yefsah s'intéresse de son côté à la réception du roman "La colline oubliée" (1952) par la presse de l'époque, réinterrogeant une querelle basée sur des postures idéologiques.

Il estime que Mammeri le "multiple" est souvent "cloisonné", loin de la totalité et de la complexité de l'homme" en s'appuyant sur les mul-



tiples critiques que le roman et l'auteur avaient essayé à l'époque dans le camp algérien.

Le Prix des quatre jury attribué à "La colline oubliée" en 1953, va amplifier, selon Mohammed Yefsah, la méfiance envers Mammeri.

L'ouvrage compte propose également un entretien réalisé en 2017 avec le réalisateur Ahmed Rachedi sur son adaptation au cinéma du roman "L'opium et le bâton".

Ecrivain, anthropologue et linguiste, Mouloud Mammeri (1917-1989), a laissé un legs considérable

dédié à la réhabilitation et la promotion de la culture et la langue amazighe.

Il est l'auteur de "La colline oubliée" (1952), "Le sommeil du juste" (1955), "L'opium et le bâton" (1965) et de "La traversée" (1982) en plus de nombreux recueils de nouvelles et ouvrage de traduction et de critique littéraire.

Il a également mené de nombreux travaux de recherche et dirigé le Centre de recherches anthropologiques, préhistoriques et ethnographiques.

SÉMINAIRE NATIONAL SUR LA LECTURE À MILA Participation de 30 clubs de lecture de 20 wilayas

Pas moins de 30 clubs de lecture issus de 20 wilayas du pays ont pris part au séminaire national sur la lecture ouvert mardi à la bibliothèque principale de lecture publique Mebarek Bensalah de la ville de Mila.

La rencontre culturelle de deux (2) jours a été organisée par le club "Mila Takra" (Mila lit), en coordination avec la bibliothèque principale de lecture publique Mebarek Bensalah, sous l'égide de la direction locale de la culture et des arts.

Organisé sous le slogan "Lire pour l'avenir et préparer l'édification", ce séminaire regroupe plusieurs adeptes de la lecture de diverses wilayas du pays à l'image de Sétif, Constantine, Tlemcen, Tiaret, Biskra et Ghardaïa, ainsi que des professeurs et de spécialistes de différentes universités algériennes, désirant faire part de leurs expériences à travers l'organisation d'ateliers destinés aux participants, a précisé le président du club, Lakhdar Ghichi.

La rencontre, a-t-il ajouté, demeure également une opportunité pour mettre en valeur les talents de la wilaya de Mila dans le domaine de l'écriture à travers la mise en place d'une vente-dédicace de livres, d'un stand consacré à l'échange des ouvrages, en plus d'une exposition d'art plastique et un concours au profit des enfants, coïncidant avec les vacances scolaires de printemps.

L'objectif de cette manifestation est de relancer et dynamiser les activités culturelles en général et celles liées à la lecture en particulier, tout en constituant une occasion pour échanger les expériences et les connaissances", a indiqué M. Ghichi.

De son côté, Dr. Llyamine Bentoumi de l'Université Ferhat Abbas de Sétif, a mis en exergue l'importance de la lecture dans la création d'espaces visant la promotion de la société en adéquation avec ses attentes et ses exigences, ce qui nécessite, selon lui, "d'insuffler l'amour de la lecture chez les générations futures afin d'assurer leur avenir".

Pour sa part, Mohamed Oualid Hamache, président de l'association "El Tarf Takra" a indiqué que ce séminaire reste un événement "important" pour échanger les expériences des clubs versés dans le domaine de la lecture, dans le but de les promouvoir et de les généraliser, relevant la "relation complémentaire entre tous les acteurs pour promouvoir cette activité culturelle à travers la maîtrise des mécanismes appropriés à la promotion de la lecture".

Le représentant du club de lecture Mohamed Dib de la wilaya de Tlemcen, Abdeljalil El Ouchdi, a, pour sa part, considéré qu'en participant à ce rendez-vous culturel et en faisant part de son expérience au sein de son club "renforce son parcours dans ce domaine, de même qu'il constitue une opportunité pour échanger des idées avec d'autres clubs participants".

Selon la présidente de l'Union des écrivains de la wilaya de Guelma, Safia Mekhalifa, ce séminaire "reflète le changement culturel" qu'a enregistré la wilaya de Mila, faisant remarquer

d'autre part que cette wilaya est devenue, selon elle, un exemple dans ce domaine à la faveur du soutien accordé par d'autres secteurs concernés. Le directeur local de la culture et des arts, Djamel Brihi qui a présidé l'ouverture de ce séminaire

a fait, quant à lui, état du soutien continu de son secteur à ce genre d'initiatives, qui représentent "un échantillon de la dynamique qu'a connu la scène culturelle locale".

PUBLICITÉ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE M'SILA
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
N.I.F.N° 001328019020255

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ

Conformément à l'article 161 du décret Présidentiel N°247/15 Correspondant au : 16-09-2015
Portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de M'Sila informe les soumissionnaires ayant participé à l'Avs d'Appel d'Offre National ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation du projet :

Etude suivi et réalisation d'un centre de proximité des impots a bousaada cpl
lots 05 courant faible (reseaux informatique telephonique- tele-surveillance - detection incendie - anti intrusion) +reseaux (electricite ondule - appareillage électrique .

Parue dans les quotidiens nationaux en langue arabe: البصائر le 15-11-2020 et en langue française dk news le 16-11-2020

Et suite à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres (évaluation des offres) tenue le 03/01/2021 au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de M'Sila attribué provisoirement à comome suit:

N°	Lots	L'ENTREPRISE	MONTANT(OA) en T.T.C (Après vérification)	DELAIS mois	Numéro D'identification fiscal	OBSERVATIONS
01	lots 05 courant faible (reseaux informatique telephonique- tele-surveillance - detection incendie - anti intrusion) +reseaux (electricite ondule - appareillage électrique	Dilmi aissa	18.294.465.00	01	198128090004928	Moins disant qualité

Un délai de 10 jours est accordé aux entreprises soumissionnaires pour introduire leurs recours auprès de la commission des marchés de la Wilaya de M'Sila et ce à compter de la première parution du présent avis sur les quotidiens .

les soumissionnaires intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres peuvent se rapprocher à nos services dans un délai de trois (3) jour à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché.

DK NEWS Anep : 2116004873 du 18/03/2021

INSTAGRAM Vers le renforcement de la protection des jeunes utilisateurs

Le réseau social, Instagram a déployé de nouvelles fonctionnalités visant à renforcer la protection de ses plus jeunes utilisateurs, dont une technologie utilisant l'intelligence artificielle pour contrôler l'âge réel des utilisateurs.



"Si de nombreuses personnes sont honnêtes au sujet de leur âge, nous savons que les jeunes peuvent mentir au sujet de leur date de naissance", affirme l'entreprise dans un article de blog. "Nous voulons en faire plus pour empêcher cela." En effet, l'âge minimum pour s'inscrire sur Instagram, l'application qui attire largement les adolescents, est d'au moins 13 ans.

Comme première mesure et en s'appuyant sur l'apprentis-

sage automatique", la plateforme compte interdire aux adultes d'envoyer des messages directs (DM) aux mineurs qui ne les suivent pas.

Par ailleurs, les adolescents vont être avertis par des notifications au sujet d'adultes ayant fait preuve d'un "comportement potentiellement suspect".

"Par exemple, si un adulte envoie un grand nombre de demandes de messages ou d'abonnements à des personnes de

moins de 18 ans, nous utiliserons cet outil pour alerter les destinataires dans leur messagerie et leur donner la possibilité de terminer la conversation ou bien de bloquer, signaler ou restreindre l'adulte", précise Instagram.

Le réseau social a précisé que cette nouvelle politique serait disponible dans "certains pays" dès le mois de mars et espère la déployer prochainement partout dans le monde.

UNE PREMIÈRE POUR LA PLATEFORME DE TRANSPORT UBER Des chauffeurs britanniques obtiennent un statut salarié

Uber va accorder à ses chauffeurs britanniques le statut de travailleurs salariés, avec salaire minimum et congés payés, une première mondiale pour la société américaine et un chamboulement du modèle des plateformes numériques au Royaume-Uni.

Le géant américain de réservation de voitures annonce dans un communiqué mardi que l'ensemble de ses plus de 70.000 chauffeurs dans le pays bénéficieront de ces avantages dès mercredi. Il s'agit d'un profond changement pour Uber dont les conducteurs étaient jusqu'à présent des travailleurs indépendants.

La plateforme a agi rapidement après avoir lancé une vaste consultation auprès de ses chauffeurs et un mois tout juste après une retentissante défaite devant la Cour suprême.

La plus haute juridiction britannique avait estimé le 19 février que les chauffeurs pouvaient être considérés comme des "travailleurs" et donc bénéficier de droits sociaux.

La justice a donné raison à un groupe d'une vingtaine de chauffeurs qui estimaient avoir droit au statut de travailleur, compte tenu du temps passé connectés à l'application et du contrôle exercé par le groupe par exemple sur leur évaluation.

La loi britannique distingue le statut de travailleurs ("workers"), qui peut recevoir le salaire minimum et d'autres avantages, de celui de salariés au sens strict (employees), qui bénéficient d'un contrat de travail en bonne et due forme.

Désormais les chauffeurs Uber au Royaume-Uni toucheront au moins le salaire minimum, auront droit à des congés payés et pourront cotiser à un plan d'épargne-retraite, auquel contribuera la société. Le salaire minimum est de 8,72 livres de l'heure au Royaume-Uni, et doit passer à 8,91 livres en avril. Un chauffeur Uber gagne plus que cette somme en moyenne, soit 17 livres à Londres et 14 livres dans le reste du pays. Uber explique que l'ensemble de ses conducteurs souhaitaient pouvoir bénéficier de ces avantages, tout en conservant de la flexibilité dans leurs conditions de travail. Ils auront toujours la possibilité de travailler avec Uber quand ils veulent. Ces avantages s'ajoutent à ceux déjà existants, comme l'accès gratuit à des assurances maladie, ainsi qu'à des indemnisations pour des congés parentaux.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS
WILAYA DE TAMANRASSET
DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

N° Fiscal: 099011019011635

Tamanrasset Le 15 MAR 2021

AVIS D'ANNULATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 44 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015 portant la réglementation des marchés publics modifié et complété. La Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya de Tamanrasset informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offre Nationale ouvert Avec des exigences de capacité minimales N°09/2020 relatif à la :

PROJET:

- **Achèvement d'une salle spécialisée a silefen**

Que Le marchés attribués Provisoirement, Indique ci-dessous est **ANNULE**

Projet	Entreprise désignée	Avis d'Attribution Provisoire
Achèvement d'une salle spécialisée a silefen	ETP : BOUCHARA MOHAMED	DK NEWS ET HOURIA 2021/01/26

CYCLISME - ALGÉRIE

Un Tour national du 24 au 27 mars à Ain Defla (Fédération)

Un Tour cycliste national sera organisé du 24 au 27 mars courant à Ain Defla, a-t-on appris mercredi auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FAC).

Cette compétition, ouverte aux cyclistes des catégories juniors et seniors se déroulera en trois étapes, dont un contre-la-montre individuel, a encore précisé l'instance fédérale dans un bref communiqué. Pour opérer les derniers préparatifs avant le début de cette compétition, le président de la Ligue d'Ain Defla, Brahim Douib, s'est réuni mardi avec le directeur de l'organisation sportive de la FAC, Hakim Mosteghanemi, en présence de Yacine Lafalla, membre du bureau fédéral.

FÉDÉRATION ALGÉRIENNE DE TENNIS DE TABLE
Trois candidats en lice pour le poste de président

Trois candidats seront en lice pour le poste de président de la Fédération algérienne de tennis de table (FATT) en vue de l'assemblée générale électorale prévue samedi à Alger, a appris l'APS mercredi de l'instance fédérale.

Il s'agit de Kamel Zitouni (ancien président), Abdenour Kaci (ancien président) et Toufik Aïlam (membre du Bureau fédéral sortant). Par ailleurs, et toujours selon la même source, 22 candidats ont postulé pour faire partie du nouveau Bureau fédéral. Au début, trois d'entre eux ont été recalés, car ne remplissant pas l'ensemble des conditions exigées. Il s'agit des candidatures de Salim Akeb (n'étant pas à jour de sa cotisation), Karim Bensafi (candidature transmise hors délai) et Khaled Bouziane Errahmani (ancien président n'ayant pas accompli un mandat). Mais finalement, la candidature de ce dernier a été réhabilitée par la commission de recours réunie mardi au siège de l'instance fédérale. Liste des 20 candidats retenus au Bureau fédéral: Hocine Smaili, Rachid Aliche, Hamid Lazazi, Mohamed Fethi, Kheiredine Chaichi, Tayeb Ammar, El Hadi Zeboudj, Ai ssa Madi, Abdellah Khoussa, Salah Gheriani, Fella Khalem, Issam Messaoudi, Senouci Bettine, Youcef Benkaci, Mabrouk Adjabi, Chaabane Azouzi, Abdelhamid Ouadad, Khaled Bouziane Errahmani, Khaled Arbaoui et Sid Ahmed Kouka.

LUTTE/TOURNOI "AFRIQUE-OCÉANIE" / ALGÉRIE

27 athlètes en stage de préparation à Soudania

Les athlètes des équipes nationales de lutte juniors et seniors (garçons et filles) effectueront du 20 au 30 mars un stage de préparation au Centre de regroupement et de préparation des équipes nationales à Soudania (Alger), en prévision du Tournoi "Afrique-Océanie, qualificatif aux JO-2020, prévu du 2 au 4 avril en Tunisie, a appris l'APS mardi de l'instance fédérale. Le staff technique national, composé des entraîneurs, Bendjedaa Mazouz, Zeghdane Messaoud, Benrahmoune Mohamed et Aoune Fayçal, a convoqué 27 athlètes dont 18 seniors, 5 juniors et quatre filles à ce stage.

Les athlètes de l'élite préparent le tournoi qualificatif aux Jeux olympiques de Tokyo, prévu du 2 au 4 avril en Tunisie, ainsi que les championnats d'Afrique qui auront lieu probablement le mois de juin prochain à El Jadida (Maroc).

Après deux stages de préparation à Kiev (Ukraine) et Budapest (Hongrie), les athlètes algériens entament la dernière ligne droite de leur préparation avec une nouvelle série de stages en Algérie, en vue des prochaines échéances internationales.

APS

STADE D'ATHLÉTISME D'ORAN

Le renouvellement de la piste est devenu "une urgence" (responsable)

Le président de la Ligue oranaise d'athlétisme a estimé mercredi que la rénovation du stade "Castors", le seul dédié à la discipline à Oran, est devenue une "urgence".

Brahim Amour a fait savoir, dans une déclaration à l'APS, que la détérioration de la piste de ce stade a causé plusieurs blessures parmi les participants au championnat régional tenu le week-end passé. "Il est temps pour que cette infrastructure soit rénovée dans les meilleurs délais pour contribuer à la relance de l'athlétisme dans la région après avoir perdu beaucoup de sa verve depuis plusieurs années", a-t-il insisté.

Le même responsable a indiqué que l'indisponibilité des stades dédiés à l'athlétisme dans la capitale de l'Ouest "est pour beaucoup dans la régression de cette discipline dans cette ville qui était par le passé un véritable vivier d'athlètes alimentant souvent les différentes sélections nationales", a-t-il dit, regrettant que certains clubs aient carrément "éliminé" leurs sections d'athlétisme, ce



qui s'est traduit par la faible participation notée lors du championnat régional.

En revanche, Brahim Amour, un ancien international dans le sprint, a informé avoir reçu dernièrement des assurances de la part du directeur local de la jeunesse et des sports "afin de lancer dans les

prochaines semaines, une vaste opération de rénovation de ce stade".

"Il s'agit d'une opération entrant dans le cadre des préparatifs de la ville pour accueillir la 19e édition des Jeux méditerranéens prévue pour l'été 2022. Le stade Castors a été retenu pour servir de base d'en-

traînement pour les sportifs participants dans les épreuves d'athlétisme", a-t-il précisé.

Le patron de la ligue oranaise, qui vient d'être réélu pour un deuxième mandat de suite à la tête de cette instance, a salué cette décision, ajoutant que "cette infrastructure, une fois rénovée, sera d'un apport de taille pour l'athlétisme dans la ville oranaise qui va bénéficier prochainement d'un nouveau stade dédié spécialement pour la discipline au niveau du complexe olympique sportif, en cours de réalisation dans la commune de Bir El Djir, en plus du stade de football de 40.000 places, relevant du même complexe, où les travaux de la pose de la piste d'athlétisme sont en cours". Le stade de 40.000, qui sera livré prochainement abritera, du 1 au 5 juin prochain, le 17e championnat d'Afrique d'athlétisme (seniors), rappelle-t-on.

ATHLÉTISME - ALGÉRIE

Les dates de cinq compétitions majeures fixées (Fédération)

La Fédération algérienne d'athlétisme a actualisé son calendrier de l'année 2021, en programmant cinq compétitions majeures, dont les lieux de certaines restent cependant à déterminer.

Ce qui est le cas du Championnat national de semi-marathon, programmé le 3 avril prochain, mais "dans une ville qui reste à déterminer", selon un communiqué de la FAA, publié mercredi sur son site officiel.

Cette compétition sera précédée du Championnat national hivernal "Open", prévu les 26-27 mars courant à Alger, alors

que la Coupe d'Algérie de marche sur route, prévue le 10 avril prochain a été domiciliée à Béjaïa.

"Le Championnat national des épreuves combinées "toutes catégories", ainsi que la Coupe d'Algérie inter-clubs ont été également domiciliés à Béjaïa" a encore annoncé la FAA à propos de ces deux compétitions, prévues respectivement aux mois de mai et juin 2021.

Le calendrier de la FAA pour cette fin de l'année 2021 comporte plusieurs autres compétitions, nationales et internationales, dont les dates et les lieux ont déjà été fixés.

HAND / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS
La 36e édition délocalisée au Maroc

Le 36e Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe de handball, initialement prévu à Alger du 20 au 29 mai, a été délocalisé et se déroulera finalement à la même période à Agadir (Maroc), a annoncé mardi soir la Confédération africaine de la discipline (CAHB).

"En raison de la situation sanitaire inédite et des restrictions conséquentes en vigueur en Algérie, le 36e Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe 2021, initialement prévu pour s'y dérouler du 20 au 29 mai 2021, a été délocalisé et se tiendra désormais à Agadir au Maroc sur la même période (20-29 mai 2021)", a indiqué la CAHB sur son site internet.

"La date du tirage au sort de la compétition sera communiquée sous peu",

ajoute-t-on de même source. Sur sa page Facebook, la Fédération algérienne de handball (FAHB) a informé qu'elle avait demandé à la CAHB de se désister de l'organisation de ce tournoi, tout en voulant abriter la prochaine édition, en 2022, pour, dit-elle, "se concentrer sur le Championnat arabe des clubs d'octobre prochain à Arzew (Oran), qui constituera une répétition avant les Jeux méditerranéens Oran-2022".

"La F AHB a saisi par courrier la CAHB pour demander l'organisation du Championnat d'Afrique des clubs 2022, tout en se désistant d'abriter le Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe, initialement prévu à Alger le mois de mai prochain", indique mardi soir un communiqué de l'instance fédérale.

"L'Algérie organisera aussi au mois d'octobre prochain le Championnat arabe des clubs dans la ville d'Arzew - Oran et qui constitue une préparation aux Jeux méditerranéens Oran-2022", ajoute la même source. Selon la F AHB, l'objectif est de se concentrer sur la bonne préparation du Championnat arabe des clubs, "vu son importance par rapport aux prochains Jeux méditerranéens".

Pour rappel, le 36e Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe de handball a subi plusieurs reports en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19. Le tournoi devait initialement se dérouler du 29 mars au 9 avril 2020 à Alger, puis du 31 mars au 9 avril 2021, avant d'être repoussé au mois de mai, d'abord à Alger, puis au Maroc.

NHL

Ovechkin devient le 6e meilleur marqueur de l'histoire avec un 718e but

La star des Washington Capitals Alex Ovechkin a dépassé Phil Esposito au 6e rang des meilleurs marqueurs de l'histoire de la NHL, en inscrivant le 718e but de sa carrière mardi lors de la victoire contre les New York Islanders (3-1). Le Russe âgé de 35 ans a inscrit son 12e but cette saison au deuxième tiers-temps de match de saison régulière de la ligue nord-américaine de hockey sur glace. Il en est donc à 718 réalisations en 1.177 matches disputés depuis qu'il a été drafté en 2004 par le club de la capitale.

"Ce sont d'assez bons chiffres et je suis heureux d'être dans cette catégorie", a sobrement commenté Ovechkin au Washington Post. Plus que cinq joueurs le devançant désormais: Marcel Dionne (731), Brett Hull (741), Jaromir Jagr (766), Gordie Howe (801) et Wayne Gretzky (894).

VOILE

Team New Zealand remporte la 36e Coupe de l'America face à Luna Rossa

Team New Zealand s'est adjudgé mercredi la 36e Coupe de l'America, conservant la mythique Aiguère d'argent à la faveur d'une septième victoire, décisive, face au défi italien Luna Rossa à Auckland. Mené initialement 3-2, l'équipage kiwi a enchaîné cinq succès d'affilée depuis samedi pour s'imposer finalement 7-3 et offrir à la Nouvelle-Zélande un quatrième sacre sur l'une des compétitions sportives les plus anciennes au monde. "C'est complètement irréaliste, c'est une satisfaction immense pour l'équipe", a confié juste après la victoire le barreur néo-zélandais Peter Burling. Les Néo-Zélandais avaient espéré tuer le match mardi mais une bascule dans la direction du vent avait poussé les organisateurs à reporter la 10e manche d'un jour. Et mercredi, Luna Rossa n'a jamais semblé en mesure de menacer la suprématie néo-zélandaise, Team New Zealand franchissant finalement la ligne d'arrivée avec 46 secondes d'avance. La Première ministre néo-zélandaise a été prompte à féliciter ses compatriotes qui sont après les Etats-Unis la deuxième nation la plus titrée sur cette prestigieuse épreuve, après les victoires de 1995, 2000 et 2017. "Team New Zealand nous rend à nouveau tellement fiers en faisant de la Coupe de l'America la coupe de la Nouvelle-Zélande", a déclaré Jacinda Ardern dans un communiqué.

LIGUE DES CHAMPIONS

Groupe D - 4^e journée

MCA - TEUNGUETH FC (1-0)

Les Algérois assurent l'essentiel sans la manière

Sans convaincre, le MC Alger a mis un pied en quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique de football, en s'imposant petitement mardi soir face aux Sénégalais de Teungueth FC (1-0), en match disputé au stade du 5-juillet, comptant pour la 4^e journée (Gr.D) de la phase de poules.

zzzzzConscient de l'importance de remporter ce match, l'entraîneur algérois Abdelkader Amrani a opté pour l'attaque à outrance, en mettant d'entrée quatre joueurs à vocation offensive : Benaldjia, Belkheir, Frioui, et Abdelhafid.

Il a fallu attendre la 20^e minute de jeu pour assister à la première occasion, le tir de Belkheir a été détournée en corner difficilement par le portier sénégalais Ibrahima Niass.

Le léger pressing exercé par les Algérois a fini par payer. Le « Doyen » est parvenu à ouvrir le score grâce à Benaldjia (26^e), sur une longue balle du défenseur Haddad.

Les visiteurs ont failli remettre les pendules à l'heure à la 38^e minute.

Rebiaï a sauvé les siens d'un but tout fait, en dégageant de la tête un ballon qui se dirigeait vers les filets.

Reculant inexplicablement d'un cran, le « Doyen » a laissé l'initiative aux visiteurs qui ont fait l'essentiel du jeu durant les dernières minutes de la première période, mais la défense mouloudienne a bien veillé au



grain. Après la pause, les Algérois ont beau essayé pour corser l'addition, mais ils ont pêché par un manque de concentration flagrant en attaque.

Les Sénégalais, en dépit de quatre changements opérés en seconde période, n'ont pas trouvé la faille, procédant par des contres, mais sans pour autant inquiéter réellement le gardien de but algérois Farid Chaâl.

Dans l'autre match de cette poule, le Zamalek a sérieusement hypothéqué ses chances, en s'inclinant à domicile face à l'ES Tunis (1-0), en match disputé au stade international du Caire.

Un succès qui permet aux coéquipiers du défenseur algérien Abdelkader Bedrane de composer leur ticket pour les quarts de finale, à deux journées de l'épilogue.

Al'issue de cette victoire, le Mouloudia conforte sa deuxième place au classement avec 8 points, à deux longueurs du leader l'EST (10 pts). Les Algérois n'au-

ront besoin de d'un point, lors de la 5^e journée (2-3 avril), à domicile face au Zamalek, pour pouvoir re-

joindre l'EST au prochain tour. Teungueth FC, déjà éliminé, accueillera l'Espérance.

Composition des deux équipes :

MCA : Chaâl, Haddad, Rebiaï, Hachoud (C), Lamara, Addadi, Isla, Benaldjia (Bensaha, 69e), Belkheir, Frioui, Abdelhafid (Harrag, 90e)

Entraîneur : Abdelkader Amrani

Teungueth FC : Ibrahima Niass, Diop, Malickou, Mountarou (C), Ndiaye, Seck (Mané, 86e), Sarr, Djiby Diop (Sylla, 46e), Diatta (Serigne M.Niang, 46e), Ousmane (Ndoye, 74e), Omar Fall

Entraîneur : Youssouph Dabo.

Résultats complets

Groupe A :

AS Vita Club (RD Congo) - Al-Ahly (Egypte) 0-3
Simba SC (Tanzanie) - Al-Merriekh (Soudan) 3-0

Groupe B :

Al-Hilal (Soudan) - CR Belouizdad (Algérie) 0-0
Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud) - TP Mazembe (RD Congo) 1-0

Groupe C :

Horoya AC (Guinée) - WA Casablanca (Maroc) 0-0
Petro de Luanda (Angola) - Kaizer Chiefs (Afrique du Sud) 0-0

Groupe D :

MC Alger (Algérie) - Teungueth FC (Sénégal) 1-0
Zamalek (Egypte) - ES Tunis (Tunisie) 0-1

NB : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

Amrani : "Le plus important c'est la victoire"

L'entraîneur du MC Alger Abdelkader Amrani, s'est montré satisfait, à l'issue de la victoire de son équipe face aux Sénégalais de Teungueth FC (1-0), mardi soir au stade du 5-juillet, pour le compte de la 4^e journée (Gr.D) de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football.

"Le plus important pour nous c'est la victoire, car elle était impérative. Ce soir, mon équipe a été joueuse. On n'est pas restés derrière, tout en cherchant des solutions sur le plan offensif.

Il y avait un bon état d'esprit. Le but inscrit en première période nous a donné de la confiance, face à une bonne équipe composée de joueurs capables de faire la différence", a indiqué Amrani en conférence de presse d'après-match.

Le « Doyen » s'en est remis à son ailier gauche Mehdi Benaldjia, auteur

de l'unique but de la partie (26^e). Un précieux succès qui permet au MCA de conforter sa deuxième place au classement avec 8 points, à deux longueurs du leader l'ES Tunis (10 points), vainqueur en déplacement face au Zamalek (1-0).

"Après la pause, nous avons pressé haut en cherchant de mettre un deuxième but, histoire de se mettre à l'abri. Je ne veux pas parler de l'arbitrage, mais il y avait un penalty non sifflé pour nous. Je tiens à remercier mes joueurs après tout ce qui s'est passé dernièrement.

Maintenant, nous devons chercher notre qualification lors du prochain match à domicile face au Zamalek", a-t-il ajouté.

De son côté, Benaldjia n'a pas caché sa joie d'avoir pu offrir trois précieux points à son équipe, qui n'est désor-

mais que d'un seul point pour valider son billet pour les quarts de finale.

"Franchement, nous avons affronté une bonne équipe qui pratique un beau football.

Dieu merci, nous avons réussi l'essentiel en décrochant la victoire.

Après la défaite du Zamalek chez lui, il nous reste un point à glaner chez nous pour se qualifier, et pourquoi ne pas aller chercher la première place lors du dernier match à Tunis. Dans un registre personnel, je suis très content, car mon but était celui du succès. Je tâcherai de continuer sur cette lancée", a-t-il réagi.

Lors de la 5^e journée, prévue les 2 et 3 avril prochain, le MCA recevra le Zamalek, alors que l'ES Tunis, qualifiée avant terme, se rendra au Sénégal pour défier Teungueth FC, déjà éliminé.

Groupe B - 4^e journée

Le CR Belouizdad et Al-Hilal se neutralisent (0-0)

Le CR Belouizdad a ramené un nul vierge (0-0) de son déplacement à Omdurman (Soudan), où il a défilé ce mardi après-midi le club local d'Al-Hilal, pour le compte de la quatrième journée de la phase de poules de la Ligue des Champions africaine de football.

Un nul synonyme d'espoir, à deux journées de la fin, car s'il permet au Chabab d'enregistrer un précieux point en déplacement, il empêche aussi Al-Hilal de se démarquer dans la course à la deuxième place, qualificative pour les quarts de finale.

Pour ce qui est de la première place de ce Groupe (B), elle semble déjà acquise aux Sud-africains du Mamelodi Sundowns, solides leaders, avec neuf points, après seulement trois journées.

En effet, les Mamelodi n'ont pas encore disputé leur match de la quatrième journée, puisqu'ils n'accueilleront le TP Mazembe (RD Congo) qu'en fin d'après-midi, à Pretoria.

Lors de la cinquième journée prévue (2-3 avril), le CRB accueillera le TP Mazembe (RDC) et Al Hilal affrontera à domicile Mamelodi Sundowns. Les deux premiers se qualifient pour les quarts de finale.

L'autre représentant algérien dans cette compétition le MC Alger accueille mardi soir au stade 5 juillet (Alger) les Sénégalais de Teungueth FC.

Mamelodi Sundowns bat le TP Mazembe (1-0) et passe en quarts

Les Sud-africains du Mamelodi Sundowns ont dominé les Congolais du TP Mazembe sur le score d'un but à zéro, mardi soir à Pretoria, pour le compte de la quatrième journée de la phase de poules de la Ligue des champions africaine de football, ayant vu les deux autres pensionnaires de ce Groupe "B" Al-Hilal (Soudan) et le CR Belouizdad (Algérie) se neutraliser à Omdurman (0-0).

L'unique but de la rencontre a été inscrit par Maboe à la 28^e minute.

A la faveur de ce succès, le quatrième en autant de rencontres, Mamelodi Sundowns consolide sa place de leader (12 points) et valide son billet pour les quarts de finale.

De son côté, et consécutivement à cette défaite, le TP Mazembe recule à la quatrième et dernière place du Groupe "B", avec seulement deux unités au compteur, alors qu'Al-Hilal et le CRB se partagent la deuxième place avec trois points pour chaque club.

Si le représentant sud-africain a déjà assuré sa qualification en quarts de finale, et comme premier du groupe, rien n'est encore sûr concernant le club qui l'accompagnera au prochain tour.

En effet, se tenant actuellement dans un mouchoir de poche, le CRB, Al-Hilal et le TP Mazembe semblent avoir autant de chances, les uns que les autres, pour se qualifier en quarts.

Quoique, leurs résultats au cours des deux dernières journées seront déterminants dans cette perspective.

Lors de la cinquième journée, prévue les 2-3 avril prochain, le CRB accueillera le TP Mazembe, alors qu'Al Hilal affrontera à domicile Mamelodi Sundowns.

Lors de la 6^e et dernière journée, prévue les 9-10 avril, le TP Mazembe recevra Al-Hilal, alors que le CR Belouizdad devra faire un long périple en Afrique du Sud, pour y défier les leaders incontestés du Groupe, Mamelodi Sundowns.

L'autre représentant algérien dans cette compétition, le MC Alger, accueille mardi soir au stade 5-Juillet (Alger) les Sénégalais du FC Teungueth.

LIGUE 1 - USM ALGER Mahious opéré avec succès des ligaments croisés

L'attaquant de l'USM Alger (Ligue 1 de football), Aymen Mahious, a été opéré avec succès des ligaments croisés du genou droit, a indiqué mardi le club algérois.

"Aymen Mahious a subi avec succès une intervention chirurgicale au niveau du genou", a écrit le club de la capitale sur sa page Facebook.

Dans une vidéo diffusée par le club algérois, l'attaquant a remercié le professeur Zemmouri, un grand spécialiste de ce genre d'opérations ainsi que les supporters usmistes qui se sont compatis à sa douleur.

Cette blessure devrait éloigner Aymen Mahious des terrains pendant environ six mois.

Pour rappel, Mahious avait été victime d'une entorse au genou droit lors de la rencontre face au NC Magra (3-0) comptant pour la 15e journée de Ligue 1 disputée le 26 février dernier au stade Omar Hamadi (Bologhine).

LIGUE 2 ALGÉRIENNE (6E JOURNÉE) Le RC Arbaâ, HBC Laid et le MCB Oued Sly, les grands bénéficiaires

Les chocs RC Kouba - RC Arbaâ et DRB Tadjenanet - HB Chelougoum Laid, présentés comme les duels les plus chauds de la sixième journée de Ligue 2, disputée ce mardi, ont tenu toutes leurs promesses, avec des buts, du suspense et surtout, des fins favorables aux deux clubs visiteurs, l'ayant emporté respectivement (1-2) et (0-2).

Des résultats qui permettent au RCA de consolider sa première place au classement général du Groupe Centre, avec 14 points, au moment où le HBCL s'est hissé à la deuxième place du Groupe Est, qu'il partage avec l'US Chaouia, qui de son côté est allé ramener un bon nul (2-2) de chez la lanterne-rouge, le MC El Eulma.

En revanche, le leader l'USM Annaba s'est contenté d'un nul vierge ramené de son déplacement à Batna face au CAB.

Dans le groupe Centre, le chaud derby algérois, entre l'ES Ben Aknoun et l'USM El Harrach n'a pas vraiment tenu ses promesses, puisqu'il s'est soldé par un nul vierge, qui n'arrange aucun des deux antagonistes, car l'ESBA reste troisième avec 11 points, alors que l'USMH rejoint le RCK à la sixième place, avec neuf points à cinq longueurs du leader le RC Arbaâ, le grand bénéficiaire de cette journée.

Autre mauvaise affaire dans ce Groupe Centre, celle de l'USM Blida, qui se retrouve seule à la dernière place, avec un seul point au compteur, après sa défaite (3-2) dans le duel direct contre l'ex-lanterne rouge, le WR M'Sila, qui du coup passe devant, avec un capital de trois unités.

Il s'agit en effet des trois premiers points récoltés par le WRM cette saison, lui qui avait perdu l'ensemble de ses cinq premiers matchs.

Enfin, dans le groupe Ouest, le leader MCB Oued Sly poursuit sa marche insatiable vers l'avant, à la faveur d'une nouvelle victoire en déplacement contre la JSM Tiaret (2-1) qui permet au MCBOS de porter son capital à 16 points.

Soit deux longueurs de mieux que le Dauphin, ASM Oran (14 pts), qui a renversé son adversaire du jour, le CRB Aïn Oussera (2-1), au moment où l'autre candidat à l'accession, le SC Aïn Defla (3e/12 pts) est allé gagner en déplacement chez le voisin, OM Arzew.

De son côté, la lanterne-rouge, l'US Remchi, continue à broyer du noir, puisqu'elle a concédé une nouvelle défaite à domicile contre le CR Témouchent (0-2), ce qui la maintient en dernière position, avec un seul petit point au compteur.

APS

Zetchi souligne l'importance de la réalisation de centres de formation et d'académies

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, a souligné mardi à Tlemcen, la nécessité de réaliser des centres de formation et des académies pour le développement de la discipline.

S'exprimant au cours de sa visite d'inspection du projet de construction du centre technique régional de football implanté à "Lalla Setti", Zetchi a relevé "qu'en dépit de la pandémie de Covid-19 qui a causé un peu de retard dans la réalisation de cette infrastructure, les travaux ont repris le 9 janvier dernier et enregistrent un rythme accéléré".

Les travaux des gros oeuvres du projet en question ont atteint un taux d'avancement de 70%.

Zetchi a souligné que "d'ici la fin de cette année, le plus gros des travaux seront achevés pour cette infrastructure qui va devenir un véritable pôle de football, que ce soit pour la formation ou pour l'élite nationale".

La formation constitue une priorité et une obligation pour les différents clubs "si on veut développer ce sport dans le pays", a-t-il tenu à préciser. Ce projet



pour lequel un montant total de 1,7 milliard de dinars a été dégagé, compte notamment deux terrains de foot en gazon naturel en plus d'un autre terrain en gazon artificiel. Le centre technique régional de "Lalla Setti", qui

couvre une superficie globale de plus de 9.000 m², dispose d'un pôle d'hébergement de 56 chambres, d'un pôle Académie, d'un centre médical et de remise en forme, d'un gymnase et d'une administration. Kheïreddine Zetchi a souligné

que le plus important est que ces projets de centres techniques régionaux voient le jour "pour le plus grand bien du football algérien et de l'élite nationale, quelle que soit l'équipe qui va diriger l'instance fédérale dans le futur".

QUALIF. CAN-2021

Le Burkinabè Belem (USMA) et le Béninois Koukpo (CRB) convoqués en sélections

Les deux attaquants évoluant en championnat de Ligue 1 de football, Hamed Belem (USM Alger) et Marcellin Koukpo (CR Belouizdad), ont été convoqués respectivement en sélections burkinabè et béninoise, en vue des deux dernières journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, reportée à 2022.

La fédération burkinabè a dévoilé mercredi une liste de 33 joueurs en vue des dernières rencontres : en déplacement face à l'Ouganda (24 mars) et à domicile face au Soudan du Sud (29 mars).

Hamed Belem (21 ans) s'est engagé en février avec l'USM Alger pour un

contrat de deux ans et demi en provenance de Rahimo FC (Div.1/Burkina Faso).

Il a pris part avec son pays au Championnat d'Afrique des nations CHAN-2020, disputé entre janvier et février derniers au Cameroun.

De son côté, Marcellin Koukpo, arrivé au Chabab durant l'intersaison, a reçu sa convocation pour rejoindre le stage des "Ecureuils" pour les deux rendez-vous : à domicile face au Nigeria (27 mars) et en déplacement face à la Sierra Leone (30 mars).

Le joueur de 25 ans a été autorisé à rejoindre son pays depuis Khartoum, où le CRB a disputé mardi son match

face à Al-Hilal (0-0), dans le cadre de la 4e journée (Gr).

B) de la phase de poules de la Ligue des champions. Versé dans le groupe L, le Bénin (2e, 7 pts) aura besoin d'une victoire pour valider son billet pour la phase finale.

Idem pour le Burkina Faso, leader du groupe B (8 pts), qui devra s'imposer dans l'un des deux derniers matchs pour se qualifier à la prochaine CAN.

Belem et Koukpo ne seront ainsi pas concernés par les matchs en retard de leurs clubs respectifs, programmés par la Ligue de football professionnel (LFP) entre le 24 et le 30 mars.

EURO-2021 (COVID-19)

L'UEFA ne veut pas d'un tournoi sans public

L'Union européenne de football (UEFA) ne veut pas d'un Euro-2021 (11 juin-11 juillet) sans public, et adaptera d'ici la fin du mois d'avril son plan initial prévoyant douze villes hôtes dans douze pays si certaines ne peuvent recevoir de spectateurs, a-t-elle annoncé mercredi.

"Si une ville venait à proposer un scénario à huis clos", les rencontres qui devaient s'y tenir "pourraient être transférées" dans d'autres villes qui ont la capacité d'accueillir des spectateurs", a indiqué l'instance européenne.

Le patron slovène de l'UEFA Aleksander Ceferin a affirmé dimanche au journal croate Sportske Novosti que les matches de l'Euro (11 juin-11 juillet), déjà re-

portés d'un an en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), ne seraient "pas disputés devant des tribunes vides".

"Tous les hôtes devront garantir la présence des supporters", avait insisté le dirigeant, alors que l'instance continentale envisageait jusque-là quatre options pour chaque ville: stade plein, 50 à 100% de spectateurs, 20 à 30%, ou un huis clos. Alors que la propagation des variants du Covid-19 empêche tout relâchement des précautions sanitaires en Europe, une telle exigence pourrait impliquer un regroupement du tournoi dans "dix ou onze pays" plutôt que douze, d'après le patron de l'UEFA.

L'UEFA a donné jusqu'au



7 avril à chaque ville pour "soumettre leur scénario", et compte trancher "au plus tard" lors de son comité exécutif le 19 avril, à la veille de son congrès annuel prévu à Montreux (Suisse). Déjà compliqué d'un

point de vue logistique, cet Euro paneuropéen suscite des doutes depuis des mois en raison des restrictions de déplacement variables d'un pays à l'autre, laissant délégations et supporters dans le flou.

**NAGELSMANN
PRESSENTI
AU BAYERN**

Le média allemand Bild rapporte ce matin, que Julian Nagelsmann, l'entraîneur du RB Leipzig pourrait succéder à Flick. Le dauphin du Bayern en Bundesliga aurait fixé un prix pour son coach. Afin de s'attacher les services du plus jeune entraîneur de l'histoire de la Ligue des champions, sous contrat jusqu'en 2023, il faudra déboursier plus de 10 millions d'euros. Le Bayern n'est pas seul sur le dossier. En effet, Joan Laporta aurait fait de Nagelsmann son favori pour prendre la suite Ronald Koeman. La semaine dernière, l'Allemand avait refusé de commenter les rumeurs l'envoyant au FC Barcelone.



**MANCHESTER
UNITED MET
MARTIAL SUR
LE MARCHÉ**

Manchester United pourrait faire des folies cet été en s'offrant Erling Haaland ou Harry Kane, pour remplacer le Français Anthony Martial.

Titularisé à la pointe de l'attaque de Manchester United la semaine dernière en Ligue Europa, Anthony Martial n'a pas vraiment réussi à inquiéter la défense du Milan AC. Remplacé par le jeune Amad Diallo à la mi-temps pour un problème musculaire, le Français a pu assister sur le banc au premier but en pro de l'Ivoirien 5 minutes après son entrée en jeu. De quoi faire douter Ole Gunnar Solskjær au sujet de l'efficacité de l'ancien Monégasque. Cette saison, Martial n'a inscrit que 7 petits buts toutes compétitions confondues.

Et à en croire les informations du Guardian, le coach norvégien aurait déjà inscrit deux noms sur sa shortlist pour remplacer Anthony Martial cet été. En cas de départ du Français, estimé à 55 millions d'euros, les Red Devils pourraient casser leur tirelire pour s'offrir le prodige norvégien Erling Haaland ou la star de Tottenham, Harry Kane. Devenu cette semaine le plus jeune joueur à atteindre la barre des 20 buts en Ligue des champions, Haaland coûterait pas moins de 175 millions d'euros cet été. Le buteur des Spurs, de son côté, est estimé à 120 millions d'euros.

**MODRIC
FAIT DE LA
RÉSISTANCE**

Malgré le poids des années, le milieu de terrain du Real Madrid Luka Modric a retrouvé un excellent niveau. Brillant face à l'Atalanta Bergame (3-1) mardi en Ligue des Champions, le Croate a encore de beaux restes.

Quel régal ! De retour à un excellent niveau cette saison, le milieu de terrain du Real Madrid Luka Modric a encore réitéré une superbe partition mardi contre l'Atalanta Bergame (3-1) à l'occasion du 8e de finale retour de la Ligue des Champions.

Noté 8/10 par la rédaction de Maxifoot (voir Débrief et Notes ici), l'international croate a tout simplement dominé les débats dans l'entrejeu lors de ce rendez-vous européen. Modric impressionne toujours Zidane En l'absence de Casemiro, suspendu, l'ancien joueur de Tottenham a formé un duo particulièrement complémentaire avec Toni Kroos. Hyperactif à la récupération (16 ballons grattés) et très propre dans ses transmissions (109 ballons touchés pour 92% de passes réussies), Modric a réglé avec une copie XXL, sublignée avec cette récupération sur la mauvaise relance du gardien adverse Marco Sportiello et cette passe décisive pour l'ouverture du score de Karim Benzema. «Les 'papys' Ramos et Modric ? Ce ne sont pas des papys (sourire). Ils ont toujours envie de montrer qu'ils sont toujours là, qu'ils sont bons. (...)

Dans notre milieu, ils ont tous des caractéristiques différentes. En double pivot, Luka et Toni ont été phénoménaux. Nous connaissons bien le rôle de Casemiro, donc nous avons joué d'une manière différente. Et si je dois parler de Luka, nous savons tous quel joueur il est. Il a 35 ans, mais ça ne se voit pas sur le terrain», a admiré l'entraîneur madrilène Zinedine Zidane face à la presse.

Après une période plus délicate dans sa carrière à la suite de sa victoire au Ballon d'Or 2018, le natif de Zadar a retrouvé des couleurs depuis plusieurs mois. Malgré le poids des années, le joueur de 35 ans reste particulièrement ambitieux. «Je me sens bien, je l'ai toujours dit. Pas besoin de regarder les années qui passent, l'important c'est que les joueurs font sur le terrain, peu importe leur âge», a-t-il confié. «C'est tout, moi, même avec mon physique et tout ce que j'ai gagné ici, j'ai toujours faim. Je veux bien faire les choses, être compétitif au plus haut niveau et notamment en Ligue des Champions. Je travaille au quotidien pour obtenir cela», a assuré Modric au micro de la chaîne RMC Sport. Et ça se voit !

**L'incroyable stat'
de Gündogan**

Buteur contre le Borussia Mönchengladbach (2-0), mardi, lors du 8e de finale retour de la Ligue des Champions, Ilkay Gündogan (30 ans) a conforté son statut de meilleur réalisateur de Manchester City depuis le début de la saison. Avec ce 15e but toutes compétitions confondues, le milieu de terrain trône en tête des meilleurs scoreurs allemands en 2020-2021 devant Kevin Volland (14) et Thomas Müller (13). Une performance assez folle pour un joueur qui évolue dans une position reculée alors qu'il reste encore plusieurs semaines de compétition.

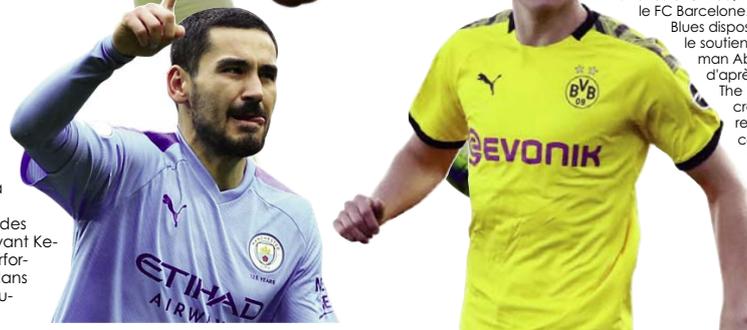


**MUSLERA
PROLONGE
À GALATASARAY**

En fin de contrat au 30 juin, l'expérimenté gardien uruguayen Fernando Muslera a prolongé à Galatasaray jusqu'en juin 2024. Et un non de moins dans la liste des stars en fin de contrat en juin prochain. Arrivé en Turquie en 2011 en provenance de la Lazio Rome, Fernando Muslera était en fin de contrat cet été, mais a signé hier un nouveau contrat de trois ans avec l'actuel deuxième du championnat turc. Gravement blessé en juin dernier, le portier uruguayen de 34 ans a retrouvé la compétition en janvier et a disputé 12 matches cette saison avec Galatasaray.

**HÅLAND, UNE MISSION
POUR ABRAMOVICH**

Il ne s'agit pas d'un secret, Chelsea s'intéresse très sérieusement à l'avant-centre du Borussia Dortmund Erling Haaland (20 ans, 20 matchs et 19 buts en Bundesliga cette saison). Cependant, la concurrence s'annonce féroce pour l'international norvégien, également pisté par Manchester United, le Real Madrid ou encore le FC Barcelone. Mais sur ce dossier, les Blues disposent d'un atout de poids : le soutien total du propriétaire Roman Abramovich. En effet, d'après le tabloïd britannique The Daily Express ce mercredi, le Russe considère le recrutement d'Haaland comme une mission personnelle et n'a pas l'intention de rater cette opportunité. Avec une puissance financière importante, Chelsea aura forcément son mot à dire sur ce dossier si Abramovich accepte d'employer les grands moyens.



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWS

Directeur général,
responsable de la publication
Abdelmadjid CHERBAL

Directeur de la rédaction
A. CHERBAL

RÉDACTION ADMINISTRATION
«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00»
FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTE

M. Boumediene Benattou nommé Conseiller auprès du Président de la République chargé des affaires en lien avec la défense et la sécurité

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a nommé M. Boumediene Benattou, Conseiller auprès du Président de la République chargé des Affaires en lien avec la défense et la sécurité, à indiqué mercredi, un communiqué de la Prési-



dence de la République. M. Abdelmadjid Tebboune, Président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a nommé M. Boumediene Benattou, Conseiller auprès du Président de la République, chargé des Affaires en lien avec la défense et la sécurité", lit-on dans le communiqué.

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Le nombre de sièges à pourvoir pour les élections du Parlement fixé

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a promulgué l'Ordonnance déterminant les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour les élections du Parlement.

L'Ordonnance, publiée dans le dernier numéro du Journal officiel, fixe les circonscriptions électorales et le nombre de sièges à pourvoir pour les élections à l'Assemblée populaire nationale (APN) et les membres élus du Conseil de la nation.

Le même texte stipule également que "la circonscription électorale est fixée, pour l'élection à l'APN, aux limites territo-

riales de la wilaya", précisant que le nombre total de sièges pour l'élection à l'APN a été fixé à 407 sièges.

L'Ordonnance énonce, en outre, que "la répartition des sièges pour chaque circonscription électorale, pour l'élection à l'APN, est déterminée au prorata de la population de chaque wilaya". Le nombre de sièges de chaque circonscription électorale est "fixé sur la base de l'affectation d'un siège par tranche de cent vingt mille (120.000) habitants et l'affectation d'un siège supplémentaire pour chaque tranche restante de soixante mille (60.000) habitants", ajoute

le texte, relevant que "le nombre de sièges ne peut être inférieur à trois (3) sièges pour les wilayas dont le nombre de la population est inférieur à deux cent mille (200.000) habitants".

Le nombre de sièges de la circonscription électorale de la communauté nationale à l'étranger pour l'élection à l'APN, est, quant à lui, "fixé à huit (8) sièges".

Concernant le Conseil de la nation, la circonscription électorale est fixée pour l'élection de ses membres, "aux limites territoriales de la wilaya", tandis que "le nombre de sièges par circonscription électorale est fixé à deux (2) sièges".

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19 Reconduction du confinement partiel à domicile dans 16 wilayas à compter d'hier

Les mesures de confinement partiel à domicile, de 22h00 au lendemain à 05h00, ont été réaménagées et prorogées, pour une durée de quinze (15) jours, à compter de mercredi 17 mars dans 16 wilayas, par le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, en application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), indique, mardi, un communiqué des services du Premier ministre.

Ces mesures concernent les seize (16) wilayas suivantes : Adrar, Batna, Biskra, Blida, Tébessa, Tlemcen, Tizi-Ouzou, Alger, Jijel, Sidi Bel Abbes, Constantine, Mascara, Ouargla, Oran, El Oued et Touggourt, précise le communiqué. Selon la même source, ne sont pas concernées par ces mesures de confinement à domicile les quarante-deux (42) wilayas suivantes : Chlef, Laghouat, Oum El Bouaghi, Bejaia, Béchar, Bouira, Tamenghasset, Tiaret, Djelfa, Sétif, Saïda, Skikda, Annaba, Guelma, Médéa, Mostaganem, M'Sila, El Bayadh, Illizi, Bordj Bou Arreridj, Boumerdes, El Tarf, Tindouf, Tissemsilt, Khenchela, Souk Ahras, Tipaza, Mila, Ain Defla, Naâma, Ain Temouchent, Ghardaïa, Relizane, Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, Beni Abbès, In Salah, In Guezzam, Djanet, El Meghaeir et El Meniaâ. Toutefois, "les walis peuvent, après accord des autorités compétentes, prendre toute mesure qu'exige la situation sanitaire de chaque

wilaya, notamment l'instauration, la modification ou la modulation des horaires, de la mesure de confinement à domicile partiel ou total ciblé d'une ou de plusieurs communes, localités ou quartiers connaissant des foyers de contamination", ajoute le communiqué. S'agissant des regroupements et rassemblements publics, il a été décidé de "la prorogation de la mesure d'interdiction, à travers le territoire national des rassemblements de personnes et de regroupement familial, notamment la célébration de mariages et de circoncision et autres événements tels que les regroupements au niveau des cimetières", ajoute la même source, soulignant que "les walis veilleront au respect de cette interdiction et de l'application des sanctions réglementaires à l'encontre des contrevenants ainsi que les propriétaires des lieux accueillant ces regroupements". "Le gouvernement tient à rappeler que malgré la stabilité relative de la situation épidémiologique constatée ces dernières semaines, toute la prudence doit être observée notamment devant le risque actuel de circulation de nouveaux variants du Covid-19 à travers le monde, et réitérer ses appels à la responsabilité de tous pour maintenir, et au plus haut degré, la détermination, la mobilisation et la discipline qui ont permis, jusque là, de freiner considérablement la propagation de cette épidémie du Coronavirus (Covid-19) dans notre pays", conclut le communiqué.

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA SÛRETÉ NATIONALE Le ministre de l'Intérieur installe le nouveau DGSN

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Kamel Beldjoud, a procédé, mardi après-midi, à l'installation de M. Farid Zineddine Bencheikh au poste de nouveau Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), en présence des cadres du ministère et de la DGSN. M. Farid Zineddine Bencheikh a été nommé ce mardi Directeur général de la Sûreté nationale en remplacement de M. Khelifa Ounissi dont il a été mis fin aux fonctions, en vertu du décret présidentiel du 18 mars 2021.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés et 4 casemates détruites en une semaine (Bilan)

Deux éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés à Tébessa et Tissemsilt par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), tandis que d'autres détachements ont découvert et détruit quatre casemates pour terroristes à Mila, ainsi que trois bombes de confection artisanale à Médéa et Jijel, durant la dernière semaine, selon un bilan opérationnel de l'ANP rendu public mercredi.

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes à Tébessa et Tissemsilt, tandis qu'un autre détachement a découvert et détruit, à Mila, quatre (04) casemates pour terroristes contenant une (01) bombe de confection artisanale, une quantité de munitions s'élevant à 99 balles, des substances chimiques et outils servant dans la fabrication d'explosifs, ainsi que des vivres", est-il précisé dans ce bilan hebdomadaire.

Selon la même source, "Trois (03) bombes de confection artisanale ont été détruites à Médéa et Jijel, alors qu'un (01)

pistolet mitrailleur de type Kalachnikov et deux (02) chargeurs de munitions ont été découverts à In Amenas".

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, le bilan de l'ANP fait état de l'arrestation de "31 narcotrafiquants et la saisie de grandes quantités de kif traité s'élevant à 14 quintaux et 22 kilogrammes". "En continuité des efforts intenses visant à venir à bout du fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires, 31 narcotrafiquants et saisi de grandes quantités de kif traité s'élevant à 14 quintaux et 22 kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc".

En outre, des détachements de l'ANP et les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières "ont arrêté, lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2e et 3e Régions militaires, 11 narcotrafiquants et saisi 13 quintaux et

68,5 kilogrammes de kif traité, alors que 20 narcotrafiquants ont été appréhendés et 53,5 kilogrammes de la même substance, ainsi que 32480 comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres Régions militaires". A Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Djanet et In Amenas, des détachements de l'ANP "ont intercepté 171 individus et saisi 30 véhicules, 131 groupes électrogènes, 78 marteaux piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, ainsi que 50 sacs de mélange d'or brut et de pierres et 68,8 tonnes de denrées alimentaires".

Lors d'opérations distinctes menées à Ouargla, El-Oued, Biskra, Oum El Bouaghi, Guelma, Batna et Relizane, "13 autres individus ont été arrêtés et sept (07) fusils de chasse, un (01) pistolet automatique, 275,5 kilogrammes de poudre noire, 1385 cartouches pour fusil de chasse, 1110 unités de tabacs, 14400 unités d'articles pyrotechniques et 5391 unités de différentes boissons ont été saisis". Par ailleurs, "des

tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à 18252 litres ont été déjouées à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras, Tindouf et Bordj Badji Mokhtar", note la même source. Dans un autre contexte, les Garde-côtes "ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 99 individus dont 18 de nationalité marocaine, qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Chlef, Oran, In Temouchent et Mostaganem". En outre, "177 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à In Salah, In Amenas, Tlemcen et Béchar". "Les résultats de ces opérations menées dans la dynamique des efforts visant à asseoir la sécurité et la sérénité sur l'ensemble du territoire national, dénotent du haut professionnalisme et de l'engagement indéfectible de nos Forces armées à préserver et prémunir notre pays contre toute forme de menaces sécuritaires et fléaux connexes", conclut la même source.